



ACTES FINALS

DE LA CONFÉRENCE  
ADMINISTRATIVE MONDIALE  
TÉLÉGRAPHIQUE ET TÉLÉPHONIQUE  
MELBOURNE, 1988  
(CAMTT-88)

# RÈGLEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS INTERNATIONALES





UNION INTERNATIONALE  
DES TELECOMMUNICATIONS

*ACTES FINALS  
DE LA CONFERENCE  
ADMINISTRATIVE MONDIALE  
TELEGRAPHIQUE ET TELEPHONIQUE  
MELBOURNE, 1988  
(CAMTT-88)*

# **REGLEMENT DES TELECOMMUNICATIONS INTERNATIONALES**

*GENEVE, 1989  
ISBN 92-61-03922-7*

*Note du Secrétariat général de l'UIT*

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) a décidé, par sa Résolution N° 10, qu'une Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (CAMTT-88) serait convoquée en 1988 pour examiner les propositions concernant un nouveau cadre réglementaire, afin de répondre à la situation nouvelle dans le domaine des nouveaux services de télécommunication. Elle a chargé en outre, par la même Résolution, le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) d'élaborer des propositions à cet effet et de les soumettre à l'Assemblée plénière du CCITT en 1988 en vue de leur examen ultérieur par la CAMTT-88.

Dans la Résolution N° 15 de sa VIII<sup>e</sup> Assemblée plénière de Malaga-Torremolinos, 1984, le CCITT a décidé de constituer un Comité préparatoire (CP) pour la CAMTT-88 et de le charger d'établir le projet de texte du nouveau Règlement à soumettre à la IX<sup>e</sup> Assemblée plénière du CCITT en 1988.

Le CP, qui a tenu quatre réunions, a inclus dans son projet de Rapport final à la IX<sup>e</sup> Assemblée plénière du CCITT (Melbourne, 1988), le projet de Règlement des télécommunications internationales. La IX<sup>e</sup> Assemblée plénière du CCITT a communiqué ce Rapport final à la CAMTT-88.

Le Conseil d'administration de l'Union a adopté, lors de sa 42<sup>e</sup> session de 1987, la Résolution N° 966, dans laquelle il décide que la CAMTT-88 aurait lieu à Melbourne du 28 novembre au 9 décembre 1988 inclus et en fixe l'ordre du jour.

Conformément à cette Résolution du Conseil d'administration, la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique s'est réunie à Melbourne pendant la période susmentionnée.

**TABLE DES MATIERES**

**Reglement des telecommunications internationales**

	<i>Page</i>
Preambule	3
Art 1 Objet et portee du Reglement	3
Art 2 Definitions	4
Art 3 Reseau international	6
Art 4 Services internationaux de telecommunication	7
Art 5 Securite de la vie humaine et priorite des telecommunications	8
Art 6 Taxation et comptabilite	8
Art 7 Suspension des services	10
Art 8 Diffusion d'informations	10
Art 9 Arrangements particuliers	11
Art 10 Dispositions finales	11
Formule finale	12
App 1 Dispositions generales concernant la comptabilite	31
App 2 Dispositions supplementaires relatives aux telecommunications maritimes	37
App 3 Telecommunications de service et telecommunications privilegiees	39
<b>Protocole final</b>	<b>43</b>
<p>(Les chiffres entre parentheses indiquent l'ordre dans lequel ont ete rangees les declarations dans le Protocole final)</p>	
Algerie (Republique algerienne democratique et populaire)	(30, 38)
Allemagne (Republique federale d')	(35)
Arabie saoudite (Royaume d')	(37, 38)
Argentine (Republique)	(27)
Belgique	(35)
Benin (Republique populaire du)	(40)
Bielorussie (Republique socialiste sovietique de)	(14)
Bresil (Republique federative du)	(23)
Brunei Darussalam	(36, 38)

Bulgarie (République populaire de) (49)  
Burkina Faso (48)  
Cameroun (République du) (22)  
Centrafricaine (République) (10)  
Chili (67)  
Congo (République populaire du) (45)  
Corée (République de) (65)  
Côte d'Ivoire (République de) (9)  
Danemark (35)  
Djibouti (République de) (38, 64)  
Emirats arabes unis (38, 42)  
Espagne (35, 55)  
Etats-Unis d'Amérique (39, 69)  
Ethiopie (République démocratique populaire d') (41)  
France (35)  
Gabonaise (République) (3)  
Ghana (33)  
Grèce (35)  
Guatemala (République du) (12)  
Hongroise (République populaire) (2)  
Inde (République de l') (47, 71)  
Indonésie (République d') (5)  
Iran (République islamique d') (18, 38)  
Iraq (République d') (38)  
Irlande (35)  
Israël (Etat d') (57)  
Italie (35)  
Kenya (République du) (19)  
Koweït (Etat du) (38)  
Luxembourg (35)  
Madagascar (République démocratique de) (11)  
Malaisie (38, 63)  
Mali (République du) (1)  
Malte (République de) (58)  
Maroc (Royaume du) (16, 38)  
Maurice (17)  
Mexique (56)  
Niger (République du) (29)  
Nigéria (République fédérale du) (7)

Nouvelle-Zélande (24)  
Oman (Sultanat d') (34, 38)  
Ouganda (République de l') (21)  
Pakistan (République islamique du) (38, 66)  
Papouasie-Nouvelle-Guinée (28)  
Pays-Bas (Royaume des) (35, 73)  
Philippines (République des) (20)  
Pologne (République populaire de) (72)  
Portugal (35)  
Qatar (Etat du) (38, 60)  
République arabe syrienne (38, 59)  
République populaire démocratique de Corée (70)  
République socialiste soviétique d'Ukraine (14)  
Roumanie (République socialiste de) (53)  
Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (35, 44)  
Rwandaise (République) (43)  
Sénégal (République du) (25, 52)  
Singapour (République de) (46)  
Swaziland (Royaume du) (31)  
Tanzanie (République-Unie de) (26)  
Tchad (République du) (8)  
Togolaise (République) (51)  
Tonga (Royaume des) (61)  
Tunisie (4, 38)  
Union des Républiques socialistes soviétiques (14)  
Viet Nam (République socialiste du) (68)  
Yémen (République arabe du) (6, 38)  
Yémen (République démocratique populaire du) (13, 38, 54)  
Yougoslavie (République socialiste fédérative de) (62)  
Zaire (République du) (50)  
Zimbabwe (République du) (15)

**Résolutions, Recommandations, Vœu**

	<i>Page</i>
Rés. N° 1 Diffusion d'informations concernant les services internationaux de télécommunication mis à la disposition du public .....	79
Rés. N° 2 Coopération des Membres de l'Union dans la mise en œuvre du Règlement des télécommunications internationales .....	81
Rés. N° 3 Répartition des recettes provenant des services internationaux de télécommunication .....	82
Rés. N° 4 Evolution de l'environnement des télécommunications .....	84
Rés. N° 5 Le CCITT et la normalisation des télécommunications à l'échelle mondiale .....	86
Rés. N° 6 Maintien de la mise à la disposition des services traditionnels ....	87
Rés. N° 7 Diffusion d'informations d'exploitation et de service par l'intermédiaire du Secrétariat général .....	88
Rés. N° 8 Instructions pour les services internationaux de télécommunication .....	91
—————	
Rec. N° 1 Application au Règlement des radiocommunications des dispositions du Règlement des télécommunications internationales .....	93
Rec. N° 2 Modification des définitions qui figurent aussi dans l'Annexe 2 à la Convention de Nairobi .....	95
Rec. N° 3 Echange rapide des comptes et des décomptes .....	97
—————	
Vœu N° 1 Arrangements particuliers concernant les télécommunications ..	98

RÈGLEMENT  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
INTERNATIONALES



# **RÈGLEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS INTERNATIONALES**

## **PRÉAMBULE**

- 1** Le droit souverain de réglementer ses télécommunications étant pleinement reconnu à chaque pays, les dispositions contenues dans le présent Règlement complètent la Convention internationale des télécommunications, dans le but d'atteindre les objectifs de l'Union internationale des télécommunications en favorisant le développement des services de télécommunication et l'amélioration de leur exploitation, tout en permettant le développement harmonieux des moyens utilisés pour les télécommunications à l'échelle mondiale

## Article 1

### **Objet et portée du Règlement**

- 2** 1 1 a) Le présent Règlement établit les principes généraux qui se rapportent à la fourniture et à l'exploitation des services internationaux de télécommunication offerts au public ainsi qu'aux moyens sous-jacents de transport internationaux pour les télécommunications utilisées pour fournir ces services. Il fixe aussi les règles applicables aux administrations\*
- 3** b) Le présent Règlement reconnaît aux Membres, dans l'Article 9, le droit de permettre la conclusion d'arrangements particuliers
- 4** 1 2 Dans le présent Règlement, le terme «public» désigne la population, y compris les organes gouvernementaux et les personnes morales
- 5** 1 3 Le présent Règlement est établi dans le but de faciliter l'interconnexion et les possibilités d'interfonctionnement à l'échelle mondiale des moyens de télécommunication et de favoriser le développement harmonieux des moyens techniques et leur exploitation efficace ainsi que l'efficacité, l'utilité et la disponibilité pour le public de services internationaux de télécommunication

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

- 6 1 4 Dans le present Reglement, les references aux Recommendations du CCITT et Instructions ne doivent pas être considerees comme accordant a ces Recommendations et Instructions le même statut juridique que le Reglement
- 7 1 5 Dans le cadre du present Reglement, la fourniture et l'exploitation des services internationaux de telecommunication dans chaque relation dependent d'accords mutuels entre administrations\*
- 8 1 6 Pour appliquer les principes du present Reglement, les administrations\* devraient se conformer, dans toute la mesure de ce qui est realisable, aux Recommendations pertinentes du CCITT, y compris, le cas echeant, aux Instructions qui font partie de ces Recommendations ou qui en sont tirees
- 9 1 7 a) Le present Reglement reconnaît a tout Membre le droit, sous reserve de sa legislation nationale et s'il en decide ainsi, d'exiger que les administrations et exploitations privees, qui operent sur son territoire et offrent un service international de telecommunication au public, y soient autorisees par ce Membre
- 10 b) Le Membre en question encourage, lorsqu'il y a lieu, l'application des Recommendations pertinentes du CCITT par ces fournisseurs de service
- 11 c) Les Membres cooperent, lorsqu'il y a lieu, a la mise en oeuvre du Reglement des telecommunications internationales (pour interpretation, voir aussi la Resolution N° 2)
- 12 1 8 Les dispositions du Reglement s'appliquent, quel que soit le moyen de transmission utilise, pour autant qu'elles ne soient pas contrares aux dispositions du Reglement des radiocommunications

## Article 2

### Definitions

- 13 Aux fins du present Reglement, les definitions ci-apres sont applicables. Toutefois, ces termes et definitions ne sont pas necessairement applicables dans d'autres cas

---

\* ou exploitation(s) privee(s) reconnue(s)

- 14** 2.1 *Telecommunication* Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques
- 15** 2.2 *Service international de telecommunication* Prestation de telecommunication entre bureaux ou stations de telecommunication de toute nature, situées dans des pays différents ou appartenant à des pays différents
- 16** 2.3 *Telecommunication d'Etat* Telecommunication émanant d'un Chef d'Etat, du Chef d'un gouvernement ou de membres d'un gouvernement, du Commandant en chef des forces armées, terrestres, navales ou aériennes, d'Agents diplomatiques ou consulaires, du Secrétaire général des Nations Unies, des Chefs des organes principaux des Nations Unies, de la Cour internationale de Justice, ou réponse à un télégramme d'Etat
- 17** 2.4 *Telecommunication de service*  
Telecommunication relative aux telecommunications publiques internationales et échangée parmi
- les administrations,
  - les exploitations privées reconnues,
  - le Président du Conseil d'administration, le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général, les Directeurs des Comités consultatifs internationaux, les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences ou d'autres représentants ou fonctionnaires autorisés de l'Union, y compris ceux en mission officielle hors du Siège de l'Union
- 18** 2.5 *Telecommunication privilegiee*
- 19** 2.5.1 Telecommunication qui peut être échangée pendant
- les sessions du Conseil d'administration de l'UIT,
  - les conférences et réunions de l'UIT
- entre les représentants des Membres du Conseil d'administration, les membres des délégations, les hauts fonctionnaires des organes permanents de l'Union ainsi que leurs collaborateurs mandataires qui participent aux conférences et réunions de l'UIT d'une part, et leur administration ou exploitation privée reconnue ou l'UIT d'autre part,
- et qui est relative soit aux questions traitées par le Conseil d'administration, les conférences et réunions de l'UIT, soit aux telecommunications publiques internationales

- 20 2.5.2 Télécommunication privée qui peut être échangée pendant les sessions du Conseil d'administration de l'UIT et les conférences et réunions de l'UIT, par les représentants des Membres du Conseil d'administration, les membres des délégations, les hauts fonctionnaires des organes permanents de l'Union qui participent aux conférences et réunions de l'UIT et le personnel du Secrétariat de l'Union détaché aux conférences et réunions de l'UIT pour leur permettre d'entrer en communication avec leur pays de résidence.
- 21 2.6 *Voie d'acheminement internationale*: Ensemble des moyens techniques, situés dans des pays différents, utilisés pour l'acheminement du trafic de télécommunication entre deux centres ou bureaux terminaux internationaux de télécommunication.
- 22 2.7 *Relation*: Echange de trafic entre deux pays terminaux se rapportant toujours à un service spécifique, lorsqu'il y a entre leurs administrations\*:
- 23 a) un moyen d'échanger le trafic de ce service spécifique
- par des circuits directs (relation directe) ou
  - par l'intermédiaire d'un point de transit dans un pays tiers (relation indirecte), et
- 24 b) normalement, règlement des comptes.
- 25 2.8 *Taxe de répartition*: Taxe fixée par accord entre administrations\* pour une relation donnée et servant à l'établissement des comptes internationaux.
- 26 2.9 *Taxe de perception*: Taxe établie et perçue par une administration\* sur ses clients pour l'utilisation d'un service international de télécommunication.
- 27 2.10 *Instruction*: Ensemble des dispositions tirées d'une Recommandation ou de Recommandations du CCITT traitant des modalités pratiques d'exploitation relatives au traitement du trafic de télécommunication (par exemple, acceptation, transmission, comptabilité).

### Article 3

#### Réseau international

- 28 3.1 Les Membres font en sorte que les administrations\* coopèrent à l'établissement, à l'exploitation et à la maintenance du réseau international pour fournir une qualité de service satisfaisante.

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

- 29 3.2 Les administrations\* s'efforcent de fournir des moyens de télécommunication suffisants pour répondre aux besoins et à la demande de services internationaux de télécommunication.
- 30 3.3 Les administrations\* déterminent par accord mutuel les voies d'acheminement internationales à utiliser. Dans l'attente d'un accord et pour autant qu'il n'existe pas de voie d'acheminement directe entre les administrations\* terminales en cause, l'administration\* d'origine a le choix de déterminer l'acheminement de son trafic de télécommunication de départ, en tenant compte des intérêts des administrations\* de transit et de destination concernées.
- 31 3.4 En conformité avec la législation nationale, tout usager ayant accès au réseau international établi par une administration\* a le droit d'émettre du trafic. Une qualité de service satisfaisante devrait être assurée dans toute la mesure de ce qui est réalisable, correspondant aux Recommandations pertinentes du CCITT.

#### Article 4

##### **Services internationaux de télécommunication**

- 32 4.1 Les Membres doivent favoriser la mise en œuvre de services internationaux de télécommunication et doivent s'efforcer de mettre ces services à la disposition générale du public dans leurs réseaux nationaux.
- 33 4.2 Les Membres font en sorte que les administrations\* coopèrent dans le cadre du présent Règlement pour offrir par accord mutuel, une gamme étendue de services internationaux de télécommunication qui devraient être conformes dans toute la mesure de ce qui est réalisable aux Recommandations pertinentes du CCITT.
- 34 4.3 Dans le cadre de leur législation nationale, les Membres doivent s'efforcer de s'assurer que les administrations\* offrent et maintiennent dans toute la mesure de ce qui est réalisable une qualité de service minimale correspondant aux Recommandations pertinentes du CCITT en ce qui concerne:
- 35 a) l'accès au réseau international pour les usagers utilisant des terminaux dont le raccordement au réseau a été autorisé et qui ne causent pas de dommages aux installations techniques ni au personnel;

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

- 36 b) les moyens et les services internationaux de telecommunication proposes aux clients pour leur utilisation specialisee,
- 37 c) au moins une forme de telecommunication qui soit assez facilement accessible au public, y compris aux personnes qui peuvent ne pas être abonnees a un service de telecommunication particulier, et
- 38 d) la possibilite d’interfonctionnement entre services differents, le cas echeant, pour faciliter les communications internationales

## Article 5

### **Securite de la vie humaine et priorite des telecommunications**

- 39 5 1 Les telecommunications se rapportant a la securite de la vie humaine, telles que les telecommunications de detresse, beneficent d’un droit absolu a la transmission et jouissent, dans la mesure ou c’est techniquement realisable, d’une priorite absolue sur toutes les autres telecommunications, conformement aux articles pertinents de la Convention et en tenant dûment compte des Recommandations pertinentes du CCITT
- 40 5 2 Les telecommunications d’Etat, y compris les telecommunications relatives a l’application de certaines dispositions de la Charte des Nations Unies, jouissent, dans la mesure ou c’est techniquement realisable, d’un droit de priorite sur toutes les telecommunications autres que celles mentionnees au numero 39, conformement aux dispositions pertinentes de la Convention et en tenant dûment compte des Recommandations pertinentes du CCITT
- 41 5 3 Les dispositions regissant la priorite de toutes les autres telecommunications figurent dans les Recommandations pertinentes du CCITT

## Article 6

### **Taxation et comptabilite**

- 42 6 1 *Taxes de perception*
- 43 6 1 1 Chaque administration\* etablit, conformement a la legislation nationale applicable, les taxes a percevoir sur ses clients La fixation du niveau de ces taxes est

---

\* ou exploitation(s) privee(s) reconnue(s)

une affaire nationale, toutefois, ce faisant, les administrations\* devraient s'efforcer d'éviter une trop grande dissymétrie entre les taxes de perception applicables dans les deux sens d'une même relation

- 44 6 1 2 La taxe à percevoir par une administration\* sur les clients pour une même prestation devrait, en principe, être identique dans une relation donnée, quelle que soit la voie d'acheminement choisie par cette administration\*
- 45 6 1 3 Quand la législation nationale d'un pays prévoit l'application d'une taxe fiscale sur la taxe de perception pour les services internationaux de télécommunication, cette taxe fiscale n'est normalement perçue que pour les services internationaux facturés aux clients de ce pays, à moins que d'autres arrangements soient conclus pour faire face à des circonstances spéciales
- 46 6 2 *Taxes de répartition*
- 47 6 2 1 Pour chaque service admis dans une relation donnée, les administrations\* établissent et révisent par accord mutuel les taxes de répartition applicables entre elles, conformément aux dispositions de l'Appendice 1 et en tenant compte des recommandations pertinentes du CCITT ainsi que de l'évolution des coûts y afférents
- 48 6 3 *Unité monétaire*
- 49 6 3 1 En l'absence d'arrangements particuliers conclus entre administrations\*, l'unité monétaire employée à la composition des taxes de répartition pour les services internationaux de télécommunication et à l'établissement des comptes internationaux est
- soit l'unité monétaire du Fonds monétaire international (FMI), actuellement le Droit de tirage spécial (DTS), telle qu'elle est définie par cette organisation,
  - soit le franc-or, équivalent à 1/3,061 DTS
- 50 6 3 2 Conformément aux dispositions pertinentes de la Convention internationale des télécommunications, cette disposition n'affecte pas la possibilité de conclure des arrangements bilatéraux entre administrations\* pour la fixation de coefficients mutuellement acceptables entre l'unité monétaire du FMI et le franc-or
- 51 6 4 *Établissement des comptes et règlement des soldes de comptes*
- 52 6 4 1 À moins qu'il n'en soit convenu autrement, les administrations\* suivent les dispositions pertinentes figurant dans les Appendices 1 et 2

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

- 53 6 5 *Telecommunications de service et telecommunications privilegies*
- 54 6 5 1 Les administrations\* suivent les dispositions pertinentes figurant dans l'Appendice 3

#### Article 7

##### **Suspension des services**

- 55 7 1 Si un Membre exerce son droit conformement a la Convention de suspendre les services internationaux de telecommunication partiellement ou totalement, il notifie immediatement la suspension et le retour subsequent aux conditions normales au Secretaire general par les moyens de communication les plus appropries
- 56 7 2 Le Secretaire general communique immediatement cette information a tous les autres Membres en utilisant les moyens de communication les plus appropries

#### Article 8

##### **Diffusion d'informations**

- 57 En utilisant les moyens les mieux adaptes et les plus economiques, le Secretaire general diffuse les informations, a caractere administratif, operationnel, tarifaire ou statistique relatives aux voies d'acheminement et aux services internationaux de telecommunication, fournies par les administrations\* Ces informations sont diffuses conformement aux dispositions pertinentes de la Convention et du present Article, en se fondant sur les decisions prises par le Conseil d'administration ou par les conferencs administratives competentes et en tenant compte des conclusions ou decisions des Assemblees plenieres des Comites consultatifs internationaux

---

\* ou exploitation(s) privee(s) reconnue(s)

## Article 9

### Arrangements particuliers

- 58** 9.1 a) Conformément à l'Article 31 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), des arrangements particuliers peuvent être conclus sur des questions de télécommunication qui ne concernent pas la généralité des Membres. Sous réserve de la législation nationale, les Membres peuvent habiliter des administrations\* ou d'autres organisations ou personnes à conclure de tels arrangements mutuels particuliers avec des Membres, des administrations\* ou d'autres organisations ou personnes qui y sont habilitées dans un autre pays, dans le but d'établir, d'exploiter et d'utiliser des réseaux, des systèmes et des services de télécommunication particuliers et de satisfaire ainsi à des besoins spécialisés de télécommunications internationales dans les territoires ou entre les territoires des Membres concernés, ces arrangements pouvant comprendre, si nécessaire, les conditions financières, techniques ou opérationnelles à observer.
- 59** b) Tous les arrangements particuliers de ce type devraient éviter de causer un préjudice technique à l'exploitation des moyens de télécommunication de pays tiers.
- 60** 9.2 Les Membres devraient, lorsqu'il y a lieu, encourager les parties à tout arrangement particulier conclu en vertu du numéro 58, à tenir compte des dispositions pertinentes des Recommandations du CCITT.

## Article 10

### Dispositions finales

- 61** 10.1 Le présent Règlement, dont les Appendices 1, 2 et 3 font partie intégrante, entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1990 à 0001 heure UTC.
- 62** 10.2 A la date spécifiée au numéro 61, le Règlement télégraphique (Genève, 1973) et le Règlement téléphonique (Genève, 1973) seront remplacés par le présent Règlement des télécommunications internationales (Melbourne, 1988), conformément à la Convention internationale des télécommunications.

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

- 63** 10.3 Si un Membre formule des réserves au sujet de l'application d'une ou de plusieurs dispositions de ce Règlement, les autres Membres et leurs administrations\* ne sont pas obligés d'observer la ou lesdites dispositions dans ses relations avec le Membre qui a formulé de telles réserves et les administrations\* de ce dernier.
- 64** 10.4 Les Membres de l'Union doivent informer le Secrétaire général de leur approbation du Règlement des télécommunications internationales adopté par la Conférence. Le Secrétaire général devra informer sans délai les Membres de la réception des notifications d'approbation.

---

EN FOI DE QUOI, les délégués des Membres de l'Union internationale des télécommunications énumérés ci-après ont signé, au nom de leurs autorités compétentes respectives, un exemplaire des présents Actes finals dans les langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe. Cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union. Le Secrétaire général en remettra une copie certifiée à chacun des Membres de l'Union internationale des télécommunications.

Fait à Melbourne, le 9 décembre 1988.

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

**Pour la République algérienne démocratique et populaire:**

M. DERRADJI  
S. BOUHADEB  
G. FEKIR

**Au nom de la République fédérale d'Allemagne:**

HEINRICH L. VENHAUS  
KLAUS W. GREWLICH

**Pour la République populaire d'Angola:**

JOSÉ DA SILVA LOPES PEREIRA  
MARIA LUÍSA DOS SANTOS COSTA ALMEIDA  
VIEIRA ZEFERINO

**Pour le Royaume d'Arabie saoudite:**

SAMI S. ALBASHEER  
IBRAHIM S. AL-DHOBAIE  
ABDULRAHMAN M. AL-RIJRAJI

**Pour la République argentine:**

ARMANDO F. GARCIA

**Pour l'Australie:**

PETER S. WILENSKI  
M. J. HUTCHINSON

**Pour l'Autriche:**

DR. JOSEF BAYER

**Pour le Commonwealth des Bahamas:**

BARRETT A. RUSSELL

**Pour la Belgique:**

MICHEL GONY  
LOUIS COEN

**Pour la République populaire du Bénin:**

HONORÉ VIGNON  
JEAN FLAVIEN BACHABI

**Pour le Royaume du Bhoutan:**

BAP YESHEY DORJI  
UGEN NAMGYEL

**Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie:**

V.T. VOLOSHCHUK

**Pour la République du Botswana:**

M.J. BUSANG  
D.G. CLARK

**Pour la République fédérative du Brésil:**

ARTHUR CEZAR A. ITUASSU

**Pour Brunéi Darussalam:**

SONG KIN KOI

**Pour la République populaire de Bulgarie:**

HRISTO RAYKOV

**Pour le Burkina Faso:**

SANOU BRAHIMA

**Pour la République du Cameroun:**

KAMDEM-KAMGA EMMANUEL  
BISSECK HERVE GUILLAUME  
NDE NINGO

**Pour le Canada:**

GABRIEL WARREN  
MURRAY G. FYFE

**Pour la République centrafricaine:**

KOUNKOU JEAN-CYRILLE  
MAGONZI PAUL  
KONDAOULE JOSEPH

**Pour le Chili:**

GUSTAVO ARENAS CORRAL  
MANUEL PEÑA SALAZAR

**Pour la République populaire de Chine:**

WU JI CHUAN  
ZHAO XINTONG

**Pour la République de Chypre:**

PH. VATILLOTIS  
K.Z. CHRISTODOULIDES

**Pour l'Etat de la Cité du Vatican:**

ANGELO CORDISCHI  
EVANDRO COSTA

**Pour la République de Colombie:**

FÉLIX CASTRO ROJAS  
FRANCISCO ROJAS MALAGON  
ORLANDO HIDALGO SANTOS

**Pour la République populaire du Congo:**

JULIEN BOUKAMBOU-MIAKAMIOUE

**Pour la République de Corée:**

JONG KOO AHN  
YOUNG-IHL PARK  
YOUNG-KIL SUH  
JUNG-WOOK LEE

**Pour la République de Côte d’Ivoire:**

KARNA SORO  
KOW SAGOE  
JEAN-BAPTISTE AHOU JOSEPH

**Pour Cuba:**

RAFAEL P. PEDROSA PEREZ

**Pour le Danemark:**

JØRGEN STIG ANDERSEN  
J.F. PEDERSEN

**Pour la République de Djibouti:**

HASSAN MOHAMED AHMED

**Pour la République arabe d’Egypte:**

MAHMOUD ELSOURY

**Pour la République d'El Salvador:**

MAURICIO DANIEL VIDES CASANOVA  
JOSÉ ANTONIO BRITO G.  
JOSÉ MAX GRANILLO BONILLA

**Pour les Emirats arabes unis:**

MOHAMMAD HASSAN OMRAN  
MOHAMMAD ALI ALSHARHAN  
THEAGARAJ SEETHARAMAN

**Pour l'Espagne:**

FRANCISCO MOLINA NEGRO  
VICENTE RUBIO CARRETÓN  
MARIA TERESA PASCUAL OGUETA

**Pour les Etats-Unis d'Amérique:**

LATNO ARTHUR C.

**Pour la République démocratique populaire d'Ethiopie:**

MULUGETA ASFAW  
ADEGE BEKELE

**Pour la République de Fidji:**

EMORI NAQOVA  
EPELI CAMA

**Pour la Finlande:**

VESA PALONEN  
REIJO SVENSSON  
RAUNO ALANDER

**Pour la France:**

HIRSCH MICHEL  
THUÉ MARCEL  
DENIAUD JEAN-CLAUDE

**Pour la République gabonaise:**

D. HELLA-ONDO

**Pour le Ghana:**

EDWARD ANDREWS KWAKYE  
KWASI OPONG  
NEIL OKO ODARTEYE ADJEBU

**Pour la Grèce:**

E. WLANDIS  
G. ANTONIOU  
V. CASSAPOGLOU  
A. NODAROS  
S. SAITANIS

**Pour la République du Guatemala:**

JORGE A. MONDAL CHEW

**Pour la République de Guinée:**

ABDOURAHMANE SYLLA  
SEKOU BANGOURA

**Pour la République populaire hongroise:**

ZOLTÁN KÖTELES  
DR. FERENC VALTER

**Pour la République de l'Inde:**

N.K. MATHUR  
T.V. SIVAKUMARAN  
B.B. KARANDIKAR  
G.S. GUNDU RAO  
PRADEEP KUMAR  
LAKSHMI G. MENON

**Pour la République d'Indonésie:**

SUMITRO ROESTAM  
BAMBANG SULISTYO  
SETYANTO PR.  
SUTRISMAN

**Pour la République islamique d'Iran:**

HOSSEIN MAHYAR

**Pour la République d'Iraq:**

ALI M. AL-SHAHWANI

**Pour l'Irlande:**

BERNARD McDONAGH  
PATRICK RYAN  
DECLAN FIELD

**Pour l'Islande:**

G. ARNAR

**Pour l'Etat d'Israël:**

SAMUEL KLEPNER  
MENACHEM OHOLY  
DAN M. BARLEV

**Pour l'Italie:**

PASSARO ALDO  
PELLA ANGELANTONIO

**Pour le Japon:**

MAKOTO MIURA

**Pour la République du Kenya:**

SAMUEL J. NJAGAH  
TOM E. DIERO

**Pour l'Etat du Koweït:**

ADEL A. AL-IBRAHIM  
HAMEED H. AL-KATTAN  
ADEL I. AL-ABBAD

**Pour le Liban:**

M.H. GHAZAL

**Pour la Principauté du Liechtenstein:**

M. APOTHÉLOZ  
G. DUPUIS

**Pour le Luxembourg:**

EDMOND TOUSSING

**Pour la République démocratique de Madagascar:**

RATOVONDRAHONA PASCAL  
MARCEL AIMÉ

**Pour la Malaisie:**

MOHD. ANUAR KHALID  
TAN POH KEAT  
NAINA MOHAMED KHALID

**Pour la République des Maldives:**

HUSSAIN SHAREEF

**Pour la République du Mali:**

KEITA MINEMBA MAMADOU

**Pour la République de Malte:**

JOHN A. SCICLUNA  
ANTHONY DEBONO  
JOSEPH M. PACE

**Pour le Royaume du Maroc:**

ANTARI EL JILALI

**Pour Maurice:**

J. LEUNG YINKO

**Pour le Mexique:**

JOSÉ J. HERNÁNDEZ GONZÁLEZ  
JOEL GALVÁN TALLEDOS

**Pour Monaco:**

BIANCHERI LOUIS

**Pour le Népal:**

SURESH KUMAR PUDASAINI

**Pour la République du Niger:**

AMSA ISSA  
MOUNKAILA MOUSSA  
HAMANI KINDO HASSANE

**Pour la République fédérale du Nigéria:**

IGE OLAWALE ADENIJI  
OTIJI AUGUSTINE UZOBUE NYI  
GBENEBOR GABRIEL EHIZOMO  
ODUSANYA RUFUS OLUKAYODE

**Pour la Norvège:**

ROLF TINGUOLD  
EUGEN LANDEIDE  
JOHANNE SOKNES  
EINAR UTVIK

**Pour la Nouvelle-Zélande:**

C. STEVENSON

**Pour le Sultanat d'Oman:**

MAHIR MUHAMMED ALKHUSSEIBY  
NAJIB KHAMIS AL-ZADJALY

**Pour la République de l'Ouganda:**

FRANCIS PATRICK MASAMBU

**Pour la République islamique du Pakistan:**

ABDUL RASHID QURESHI  
ALLAH WASAYA AWAN

**Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée:**

JAMES URARU  
STAN G. ONA

**Pour la République du Paraguay:**

MIGUEL CIRILO GUANES S.  
MIGUEL HORACIO GINI E.

**Pour le Royaume des Pays-Bas:**

A. DEK  
A. BOESVELD  
A. DE RUITER

**Pour la République des Philippines:**

JOSÉ LUIS ARANETA ALCUAZ

**Pour la République populaire de Pologne:**

ROZPARA EDWARD

**Pour le Portugal:**

FERNANDO ABILIO RODRIGUES MENDES  
IRIARTE JOSÉ ABAÚJO ESTEVES  
ROGÉRIO RESENDE RODRIGUES  
FILIPE JOSÉ D'OREY BOBONE  
CARLOS ALBERTO ROLDÃO LOPES

**Pour l'Etat du Qatar:**

AL-DERBESTI AHMED Y.  
ABBAS AHMED ABBAS  
HUSSAIN ALI MAKI

**Pour la République arabe syrienne:**

MAKRAM OBEID  
MOHAMAD OTHMAN  
ALI MAROUF

**Pour la République démocratique allemande:**

DR. H.J. HAMMER

**Pour la République populaire démocratique de Corée:**

CHON MYONG GUN

**Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine:**

V.I. DELIKATNY

**Pour la République socialiste de Roumanie:**

A. CHIRICA  
T. STEFAN  
W. LISKA

**Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:**

ROBERT J. PRIDDLE  
JOHN F. MILLS  
SIK-KEI WONG

**Pour la République rwandaise:**

BIZIMANA ASSUMANI  
NGABONZIZA JEAN BAPTISTE

**Pour la République de Saint-Marin:**

G. PASOLINI  
P. GIACOMINI

**Pour la République du Sénégal:**

CHEIKH TIDIANE NDIONGUE  
PAPE GANA MBENGUE

**Pour la République de Singapour:**

LIM SHYONG  
NG BOON SIM  
LIM WAN HOON

**Pour la Suède:**

CLAES-GÖRAN SUNDELIUS  
JOHAN MARTIN-LÖF  
BENGT MÖLLER  
BENGT RINGBORG

**Pour la Confédération suisse:**

M. APOTHÉLOZ  
G. DUPUIS

**Pour le Royaume du Swaziland:**

ALFRED SIPHO DLAMINI  
MZWANDILE RICHARD MABUZA

**Pour la République-Unie de Tanzanie:**

ATHMANI H.J. MARIJANI  
ALPHONCE SAMALI NDAKIDEMI

**Pour la République du Tchad:**

KHALIL D'ABZAC  
SERRY D. NDIINGA-HADOUM

**Pour la République socialiste tchécoslovaque:**

LOSINSKÝ JAROSLAV  
SCHNEIDER SLAVOMIL

**Pour la Thaïlande:**

M. CHANTRANGKURN  
S. VANICHSENI  
S. BIJAYENDRAYODHIN  
K. UDOMKIAT

**Pour la République togolaise:**

A. DO AITHNARD

**Pour le Royaume des Tonga:**

LEMEKI MALU  
MOSESE MANUOFETOA

**Pour la Tunisie:**

HELAL CHEDLY  
ZITOUN HASSOUMI

**Pour la Turquie:**

OSMAN YILMAZ GÖZÜM

**Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques:**

J.A. TOLMACHEV

**Pour la République socialiste du Viet Nam:**

DANG VAN THAN

**Pour la République arabe du Yémen:**

ABDULLA MOHAMED AL-NAHMI

**Pour la République démocratique populaire du Yémen:**

SHIHAB OMER AHMED

**Pour la République socialiste fédérative de Yougoslavie:**

GRAHOR ANDREJ

**Pour la République du Zaïre:**

MUKUNA KABUYA

**Pour la République du Zimbabwe:**

DR. MANGWENDE W.P.M.

M.F. DANDATO

G.T. MARECHERA

## APPENDICE 1

### Dispositions generales concernant la comptabilite

#### 1 *Taxes de repartition*

1 1 Pour chaque service admis dans une relation donnee, les administrations\* fixent et revisent par accord mutuel les taxes de repartition applicables entre elles, conformement aux Recommandations du CCITT et en fonction de l'evolution des coûts encourus pour assurer le service de telecommunication considere, et les repartissent en quotes-parts terminales revenant aux administrations\* des pays terminaux et, s'il y a lieu, en quotes parts de transit revenant aux administrations\* des pays de transit

1 2 Dans les relations de trafic ou les etudes de coût du CCITT peuvent être prises comme base, la taxe de repartition peut aussi être determinee conformement a la methode ci apres

- a) les administrations\* etablissent et revisent leurs quotes parts terminales et de transit en tenant compte des Recommandations du CCITT,
- b) la taxe de repartition est la somme des quotes-parts terminales et, s'il y a lieu, des quotes parts de transit

1 3 Quand une ou plusieurs administrations\* ont acquis, par remuneration forfaitaire ou par tout autre moyen, le droit d'utiliser une partie des circuits ou des installations d'une autre administration\*, elles ont le droit d'etablir leur quote-part conformement aux dispositions des paragraphes 1 1 et 1 2 ci-dessus, pour l'utilisation de cette partie de la liaison

1 4 Dans le cas ou une ou plusieurs voies ont ete etablies par accord entre les administrations\* et ou le trafic est detourne unilateralement par l'administration\* d'origine sur une voie qui n'a pas ete convenue avec l'administration\* de destination, les quotes parts terminales payables a l'administration\* de destination sont les mêmes que celles qui lui seraient dues si le trafic avait ete achemine sur la voie primaire ayant fait l'objet d'un accord, les frais de transit etant a la charge de l'administration\* d'origine, a moins que l'administration\* de destination ne soit disposee a accepter une quote part differente

---

\* ou exploitation(s) privee(s) reconnue(s)

1 5 Quand le trafic est achemine par un centre de transit sans autorisation ou accord sur le montant de la quote-part de transit, l'administration\* de transit a le droit d'etablir le montant de la quote-part de transit a inclure dans les comptes internationaux

1 6 Lorsqu'une administration\* est assujettie a un impôt ou a une taxe fiscale sur les quotes-parts de repartition ou autres remunerations qui lui reviennent, elle ne doit pas prelever a son tour un impôt ou une taxe fiscale sur les autres administrations\*

## 2 *Etablissement des comptes*

2 1 Sauf accord special, l'administration\* responsable de la perception des taxes etablit un compte mensuel relatif a tous les montants dus et le transmet aux administrations\* interessees

2 2 Les comptes sont envoyes aussi rapidement que possible et, sauf cas de force majeure, avant la fin du troisieme mois suivant celui auquel ils se rapportent

2 3 En principe, un compte est cense être accepte sans qu'il soit necessaire d'en notifier explicitement l'acceptation a l'administration\* qui l'a presente

2 4 Cependant, toute administration\* a le droit de contester les elements d'un compte pendant une periode de deux mois calendaires a compter de sa date de reception, mais seulement dans la mesure ou il s'agit de ramener les differences dans des limites mutuellement convenues

2 5 Dans les relations pour lesquelles il n'existe pas d'accord special, un decompte trimestriel, indiquant le solde des comptes mensuels pour la periode a laquelle ce decompte se rapporte, est etabli aussi rapidement que possible par l'administration\* creanciere et transmis en double exemplaire a l'administration\* debitrice, laquelle, apres verification, renvoie l'un des exemplaires revêtu de son visa d'acceptation

2 6 Dans les relations indirectes ou une administration\* de transit sert d'intermediaire comptable entre deux points terminaux, celle-ci doit inclure les donnees comptables relatives au trafic de transit dans le compte du trafic sortant correspondant destine aux administrations\* en aval dans la sequence d'acheminement, aussi rapidement que possible apres reception de ces donnees de l'administration\* d'origine

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

### 3. *Règlement des soldes de comptes*

#### 3.1 *Choix de la monnaie utilisée pour le paiement*

3.1.1 Le paiement des soldes de comptes internationaux de télécommunication est effectué dans la monnaie choisie par le créancier après consultation du débiteur. En cas de désaccord, le choix du créancier doit prévaloir dans tous les cas, sous réserve de la disposition du paragraphe 3.1.2 ci-après. Si le créancier ne spécifie pas une monnaie particulière, le choix appartient au débiteur.

3.1.2 Si le créancier choisit une monnaie dont la valeur est fixée unilatéralement, ou une monnaie dont la valeur équivalente doit être déterminée sur la base d'une monnaie avec une valeur fixée de même unilatéralement, l'emploi de la monnaie choisie doit être acceptable pour le débiteur.

#### 3.2 *Détermination du montant du paiement*

3.2.1 Le montant du paiement dans la monnaie choisie, tel qu'il est déterminé ci-après, doit avoir une valeur équivalente à celle du solde du compte.

3.2.2 Si le solde du compte est exprimé dans l'unité monétaire du FMI, le montant de la monnaie choisie est déterminé par le rapport en vigueur la veille du paiement, ou par le dernier rapport publié par le FMI, entre l'unité monétaire du FMI et la monnaie choisie.

3.2.3 Cependant, si le rapport entre l'unité monétaire du FMI et la monnaie choisie n'a pas été publié, le montant du solde de compte est, dans une première phase, converti en une monnaie pour laquelle le FMI a publié un rapport, en utilisant le rapport en vigueur la veille du paiement ou le dernier rapport publié. Le montant ainsi obtenu est, dans une deuxième phase, converti dans la valeur équivalente de la monnaie choisie, en appliquant le cours de clôture en vigueur la veille du paiement ou le taux le plus récent coté sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis dans le principal centre financier du pays débiteur.

3.2.4 Si le solde du compte est exprimé en francs-or, en l'absence d'arrangements particuliers, son montant est converti dans l'unité monétaire du FMI, conformément aux dispositions du paragraphe 6.3 du Règlement. Le montant du paiement est ensuite déterminé selon les dispositions du paragraphe 3.2.2 ci-dessus.

3.2.5 Si, en vertu d'un arrangement particulier, le solde du compte n'est exprimé ni dans l'unité monétaire du FMI ni en francs-or, les dispositions relatives au paiement doivent également faire partie dudit arrangement particulier et:

- a) si la monnaie choisie est la même que celle dans laquelle le solde du compte est exprimé, le montant du paiement dans la monnaie choisie est le montant du solde du compte,
- b) si la monnaie choisie pour le paiement est différente de celle dans laquelle le solde est exprimé, le montant est déterminé en convertissant le solde du compte dans sa valeur équivalente, dans la monnaie choisie, selon les modalités prévues au paragraphe 3.2.3 ci-dessus

### 3.3 Paiement des soldes

3.3.1 Les paiements des soldes de comptes sont effectués aussi rapidement que possible et en tout cas dans un délai maximum de deux mois calendaires à compter de la date d'expédition du décompte par l'administration\* créancière. Passé ce délai, l'administration\* créancière a la possibilité d'exiger, à dater du lendemain du jour d'expiration dudit délai, des intérêts qui, en l'absence d'accord mutuel, peuvent aller jusqu'à 6% par an, sous réserve d'une notification préalable sous forme d'une demande de paiement définitive.

3.3.2 Le paiement du solde du compte ne doit pas être différé dans l'attente d'un accord au sujet d'une contestation relative à ce compte. Les ajustements, admis après coup d'un commun accord, seront inclus dans un compte ultérieur.

3.3.3 À la date du paiement, le débiteur doit transmettre le montant, exprimé dans la monnaie choisie et calculé comme indiqué plus haut, par un chèque bancaire, un virement ou tout autre moyen acceptable pour le débiteur et pour le créancier. Si le créancier n'émet pas de préférence, le choix appartient au débiteur.

3.3.4 Les frais de paiement (taxes, frais de compensation, commissions, etc.) supportés dans le pays débiteur sont à la charge du débiteur. De tels frais supportés dans le pays créancier, y compris les frais de paiement prélevés par les banques intermédiaires dans les pays tiers, sont à la charge du créancier.

### 3.4 Dispositions supplémentaires

3.4.1 Sous réserve que les délais de paiement soient observés, les administrations\* peuvent, par accord mutuel, régler leurs soldes de toute nature par compensation

- de leurs crédits et de leurs débits dans leurs relations avec d'autres administrations\*, ou
- des créances des services postaux, le cas échéant

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

3 4 2 Si, pendant la période comprise entre l'envoi du moyen de paiement (virement bancaire, chèques, etc) et la réception de ce dernier (compte crédité, chèque encaissé, etc) par le créancier, il se produit une variation de la valeur équivalente de la monnaie choisie, calculée comme indiqué dans les dispositions du paragraphe 3 2 et si la différence résultant de cette variation dépasse 5% de la valeur de la somme due, calculée à la suite de ladite variation, la différence totale est partagée par moitié entre le débiteur et le créancier

3 4 3 S'il se produit un changement fondamental du système monétaire international, ayant pour effet de rendre inopérantes ou impropres les dispositions prévues dans un ou plusieurs paragraphes ci-dessus, les administrations\* ont toute latitude pour adopter, en vertu d'accords mutuels, une base monétaire différente ou des procédures différentes pour le paiement des soldes de comptes, en attendant la révision des dispositions susmentionnées

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)



## APPENDICE 2

### **Dispositions supplémentaires relatives aux télécommunications maritimes**

#### 1. *Généralités*

Les dispositions de l'Article 6 et de l'Appendice 1, compte tenu des Recommandations du CCITT, s'appliquent également aux télécommunications maritimes dans la mesure où les dispositions ci-après n'en disposent pas autrement.

#### 2. *Autorité chargée de la comptabilité*

2.1 Les taxes pour les télécommunications maritimes dans le service mobile maritime et dans le service mobile maritime par satellite doivent en principe, et conformément à la législation et à la pratique nationales, être perçues auprès du détenteur de la licence de la station mobile maritime:

- a) par l'administration qui a délivré la licence, ou
- b) par une exploitation privée reconnue, ou
- c) par tout autre organisme ou organismes désignés à cet effet par l'administration mentionnée dans le point a) ci-dessus.

2.2 Dans le présent Appendice, l'administration ou l'exploitation privée reconnue ou encore l'organisme désigné tels qu'ils sont énumérés dans le paragraphe 2.1, sont dénommés «autorité chargée de la comptabilité».

2.3 Les références à l'administration\* figurant dans l'Article 6 et dans l'Appendice 1 doivent se lire «autorité chargée de la comptabilité» lors de l'application aux télécommunications maritimes des dispositions de l'Article 6 et de l'Appendice 1 précités.

2.4 Les Membres doivent désigner leur autorité ou leurs autorités chargées de la comptabilité pour l'application du présent Appendice et notifier au Secrétaire général le nom, code d'identification et adresse de ces autorités, en vue de leur publication dans la Nomenclature des stations de navire; le nombre de ces noms et adresses doit être réduit compte tenu des Recommandations pertinentes du CCITT.

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

### 3. *Etablissement des comptes*

3.1 En principe, un compte doit être considéré comme accepté sans qu'il soit nécessaire d'en notifier explicitement l'acceptation à l'autorité chargée de la comptabilité qui l'a présenté.

3.2 Cependant, toute autorité chargée de la comptabilité a le droit de contester les éléments d'un compte dans un délai de six mois calendaires à compter de sa date d'envoi.

### 4. *Règlement des soldes de comptes*

4.1 Tous les comptes des télécommunications maritimes internationales doivent être réglés sans retard par l'autorité chargée de la comptabilité et au plus tard six mois calendaires après l'envoi du compte, sauf lorsque le règlement des comptes est effectué conformément aux dispositions du paragraphe 4.3 ci-après.

4.2 Si les comptes des télécommunications maritimes internationales ne sont pas réglés au bout de six mois calendaires, l'administration qui a délivré une licence à une station mobile doit, sur demande, prendre toutes les mesures possibles, dans les limites de la législation nationale en vigueur, pour obtenir du détenteur de la licence le règlement des comptes en souffrance.

4.3 Si la période s'écoulant entre la date d'expédition et la date de réception dépasse un mois, il convient que l'autorité chargée de la comptabilité qui attend le compte informe immédiatement l'autorité chargée de la comptabilité d'origine que les demandes de renseignements éventuelles et le règlement sont susceptibles de subir des retards. Toutefois, le retard ne doit pas dépasser trois mois calendaires en ce qui concerne le paiement, et cinq mois calendaires en ce qui concerne les demandes de renseignements, chaque période commençant à la date de réception du compte.

4.4 L'autorité débitrice chargée de la comptabilité peut refuser le règlement et la rectification des comptes présentés plus de dix-huit mois calendaires après la date du trafic auxquels ces comptes se rapportent.

## APPENDICE 3

### **Telecommunications de service et telecommunications privilegies**

#### 1 *Telecommunications de service*

1.1 Les administrations\* peuvent fournir des telecommunications de service en exemption de taxe

1.2 Les administrations\* peuvent en principe renoncer a inclure les telecommunications de service dans la comptabilite internationale, conformement aux dispositions pertinentes de la Convention internationale des telecommunications et du present Reglement, et en tenant dument compte de la necessite de conclure des arrangements reciproques

#### 2 *Telecommunications privilegies*

Les administrations\* peuvent offrir en exemption de taxe des telecommunications privilegies, et peuvent en consequence renoncer a inclure ces classes de telecommunications dans la comptabilite internationale, conformement aux dispositions pertinentes de la Convention internationale des telecommunications et du present Reglement

#### 3 *Dispositions applicables*

Les principes generaux d'exploitation de tarification et de comptabilite applicables aux telecommunications de service et aux telecommunications privilegies, devraient tenir compte des Recommandations pertinentes du CCITT

---

\* ou exploitation(s) privee(s) reconnue(s)



# PROTOCOLE FINAL



## PROTCOLE FINAL \*

Au moment de signer les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), les délégués soussignés prennent acte des déclarations suivantes faites par les délégations signataires.

N° 1

*Original: français*

*Pour la République du Mali:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de la République du Mali déclare formellement qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures conformes à la Constitution, à la législation et aux engagements internationaux de la République du Mali, qu'il pourra estimer ou juger nécessaires ou utiles pour protéger et sauvegarder ses droits et intérêts nationaux au cas où des Etats Membres de l'Union manqueraient de quelque manière que ce soit, de respecter les dispositions contenues dans le présent Règlement et qui constituent un complément à la Convention de Nairobi, 1982.

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune conséquence de toutes réserves formulées par d'autres parties contractantes qui, entre autres choses, pourraient entraîner une augmentation de sa propre quote-part contributive aux dépenses de l'Union, ou encore si les réserves en question devaient compromettre le bon et efficace fonctionnement des services de télécommunication de la République du Mali.

La Délégation de la République du Mali, enfin, se désolidarise de toutes actions, qui de près ou de loin, engendrent la déréglementation des télécommunications.

---

\* *Note du Secrétariat général:* Les textes du Protocole final sont rangés par ordre chronologique de leur dépôt. Dans la Table des matières, ces textes sont classés par ordre alphabétique des noms de pays.

N° 2

*Original: anglais**Pour la République populaire hongroise:*

La Délégation de la République populaire hongroise à la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas les dispositions du Règlement des télécommunications internationales ou si les réserves faites par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou si, par d'autres actes, des Membres portent atteinte à sa souveraineté.

N° 3

*Original: français**Pour la République gabonaise:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de la République gabonaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera indispensables si des faits résultant de l'interprétation par un ou plusieurs Membres de certaines dispositions du présent Règlement venaient à porter préjudice au développement et à l'exploitation de ses télécommunications.

N° 4

*Original: français**Pour la Tunisie:*

La Délégation de la République tunisienne à la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts, si les réserves émises par d'autres délégations ou le non-respect du présent Règlement tendaient à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

N° 5

*Original* anglais

*Pour la Republique d'Indonesie*

La Delegation de la Republique d'Indonesie a la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), reserve a son Gouvernement le droit

- 1) de prendre toutes mesures qu'il jugera necessaires pour proteger ses interets si des Membres n'observent pas, de quelque facon que ce soit, les dispositions du present Reglement, ou si des reserves formulees par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de telecommunication,
- 2) de prendre toutes autres mesures conformes a la Constitution et aux lois de la Republique d'Indonesie

N° 6

*Original* anglais

*Pour la Republique arabe du Yemen*

En signant les Actes finals de la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), la Delegation de la Republique arabe du Yemen declare qu'elle reserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger necessaires pour proteger ses interets si un pays quelconque n'observe pas les dispositions du Reglement des telecommunications internationales adoptees par la Conference

N° 7

*Original* anglais

*Pour la Republique federale du Nigeria*

En signant les Actes finals de la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), la Delegation de la Republique federale du Nigeria reconnaît la necessite d'ameliorer les telecommunications mondiales et elle reserve a son Administration le droit d'accepter ou de rejeter une partie, ou la totalite, des dispositions du Reglement des telecommunications internationales, sous reserve de l'approbation du Gouvernement de la Republique federale du Nigeria

N° 8

*Original: français**Pour la République du Tchad:*

La Délégation de la République du Tchad, en signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), déclare réserver le droit de son pays de prendre toutes mesures qu'il jugera utiles et nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains pays n'observeraient pas les dispositions contenues dans le Règlement des télécommunications internationales.

N° 9

*Original: français**Pour la République de Côte d'Ivoire:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), relatifs au Règlement des télécommunications internationales, la Délégation de la République de Côte d'Ivoire déclare fermement réserver le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne respecteraient pas les termes du présent Règlement.

En outre, dans ses relations avec les autres Membres, administrations\* ou toute entité, elle déclare que son Gouvernement n'acceptera aucune disposition du présent Règlement qui, dans son application pourrait, d'une part lui porter préjudice, et d'autre part porter atteinte à l'exercice de son droit souverain de régler sur son territoire les télécommunications dans leur ensemble.

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

N° 10

*Original français*

*Pour la République centrafricaine*

En signant le présent Règlement de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation centrafricaine réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger ses intérêts

- si un Membre ne respecte pas les dispositions du présent Règlement,
- si l'application de certaines dispositions du présent Règlement porte préjudice à l'exploitation et au développement des moyens de télécommunication de son pays

La Délégation centrafricaine rappelle que si un Membre formule des réserves au sujet de l'application d'une ou plusieurs dispositions de ce Règlement, il n'est pas obligé d'observer la ou lesdites dispositions dans ses relations avec le Membre qui a formulé de telles réserves

N° 11

*Original français*

*Pour la République démocratique de Madagascar*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de la République démocratique de Madagascar réserve à son Gouvernement le droit, en vertu du principe reconnaissant à chaque pays le droit souverain de réglementer ses télécommunications, de protéger ses intérêts dans le cas où l'application de certaines dispositions du nouveau Règlement ne serait pas conforme à sa législation nationale

Nº 12

*Original* espagnol

*Pour la Republique du Guatemala*

1 La Delegation de la Republique du Guatemala declare qu'elle reserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera necessaires pour proteger ses interêts si

- a) d'autres Membres n'observent pas les dispositions du Reglement des tele-communications internationales (Melbourne, 1988), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attaches,
- b) une reserve quelconque formulee par d'autres pays peut compromettre le bon fonctionnement de ses services de telecommunication,
- c) d'autres mesures sont de nature a porter atteinte a la souverainete de la Republique du Guatemala

2 Reserve en outre a son Gouvernement le droit de formuler toute declaration ou reserve jusqu'au moment ou il ratifiera le present Reglement (Melbourne, 1988)

Nº 13

*Original* anglais

*Pour la Republique democratique populaire du Yemen*

En signant les Actes finals de la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), la Delegation de la Republique democratique populaire du Yemen declare qu'elle reserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger necessaires pour proteger ses interêts si un pays quelconque n'observe pas les dispositions du Reglement des telecommunications internationales adopte par la Conference

N° 14

*Original: russe*

*Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques:*

En signant le Règlement des télécommunications internationales (Melbourne, 1988), la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques déclarent qu'elles se réservent le droit de prendre toutes mesures qu'elles pourront juger nécessaires pour sauvegarder leurs intérêts, au cas où d'autres Etats n'observeraient pas les dispositions du Règlement des télécommunications internationales, ou au cas où d'autres mesures prises seraient préjudiciables aux services de télécommunication des pays susmentionnés et portent atteinte à leur souveraineté.

N° 15

*Original: anglais*

*Pour la République du Zimbabwe:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de la République du Zimbabwe déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger sa souveraineté et les intérêts nationaux si le présent Règlement est utilisé par d'autres pays en particulier contre son droit souverain à réglementer le développement harmonieux de ses télécommunications internationales et nationales.

N° 16

*Original: français**Pour le Royaume du Maroc:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation du Royaume du Maroc réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où:

1. d'autres Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions du Règlement, de ses annexes ou des actes qui y sont rattachés, ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication;
2. les dispositions du Règlement peuvent causer un préjudice de quelque nature que ce soit, à l'exploitation et au développement de son réseau des télécommunications.

N° 17

*Original: anglais**Pour Maurice:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de Maurice réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, si un Membre ne respecte pas les obligations du Règlement des télécommunications internationales ou si les réserves formulées par un pays quelconque compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

N° 18

*Original: anglais*

*Pour la République islamique d'Iran:*

AU NOM DE DIEU TOUT PUISSANT.

La Délégation de la République islamique d'Iran réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts s'ils sont affectés par les décisions prises à la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), ou si tout autre pays ou administration manque, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses Annexes ou des Protocoles ou Règlements qui y sont attachés, ou des présents Actes finals, ou si des réserves ou des déclarations d'autres pays ou administrations compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou portent atteinte au plein exercice des droits souverains de la République islamique d'Iran.

N° 19

*Original: anglais*

*Pour la République du Kenya:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de la République du Kenya déclare, au nom de son Gouvernement et conformément aux pouvoirs qui lui sont dévolus:

- 1) qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour sauvegarder et protéger ses intérêts si un Membre, quel qu'il soit, ne respecte pas, comme il y est tenu, les dispositions du Règlement des télécommunications internationales (Melbourne, 1988) ou des annexes ou des protocoles qui y sont attachés;
- 2) que le Gouvernement de la République du Kenya décline toute responsabilité en ce qui concerne les conséquences qui pourraient résulter des réserves formulées par des Membres de l'Union.

N° 20

*Original: anglais**Pour la République des Philippines:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation des Philippines formule, au nom de son Gouvernement, toutes les réserves nécessaires à l'égard de tous textes qui peuvent influencer défavorablement, directement ou indirectement, sur son droit souverain à établir, exploiter et contrôler tous services de télécommunication et sur son autorité pour réglementer toutes les activités de télécommunication de toute personne, organisation ou administration\*.

De plus, elle réserve à son Gouvernement le droit de sauvegarder ses intérêts au cas où les réserves formulées par d'autres Gouvernements compromettent le bon fonctionnement des services et des réseaux de télécommunication de la République des Philippines.

Enfin, elle lui réserve le droit de prendre toute autre mesure en conformité avec sa constitution et sa législation.

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

N° 21

*Original: anglais**Pour la République de l'Ouganda:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de la République de l'Ouganda réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où un pays n'observera pas les dispositions du Règlement des télécommunications internationales adopté par la Conférence.

N° 22

*Original:* français

*Pour la République du Cameroun:*

La Délégation de la République du Cameroun à la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays quelconque n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions du Règlement des télécommunications internationales (Melbourne, 1988), ou si des réserves formulées par un pays quelconque devaient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication du Cameroun.

N° 23

*Original:* anglais

*Pour la République fédérative du Brésil:*

En signant les présents Actes finals et sous réserve de l'approbation de son Parlement national, la Délégation du Brésil réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, au cas où d'autres Membres n'observeraient pas les dispositions du Règlement des télécommunications internationales (Melbourne, 1988), et de ses Appendices 1, 2 et 3, ou si les réserves formulées par d'autres Membres avaient pour effet de compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

N° 24

*Original:* anglais

*Pour la Nouvelle-Zélande:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de Nouvelle-Zélande déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un Membre n'observerait pas les dispositions du Règlement des télécommunications internationales ou si les réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement des services de télécommunication de Nouvelle-Zélande.

N° 25

*Original: français**Pour la République du Sénégal:*

1. En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de la République du Sénégal déclare formellement, au nom de son Gouvernement, que son pays n'accepte aucune obligation au sujet de l'application d'une quelconque disposition relative aux arrangements particuliers figurant dans le présent Règlement.

2. La République du Sénégal déclare formellement que le Sénégal n'accepte aucune obligation au sujet de l'application d'une quelconque disposition du présent Règlement en ce qui concerne la mise en œuvre et l'établissement sur son territoire de tout autre réseau, autres systèmes ou autres services de télécommunication, y compris tout autre moyen correspondant de transport de télécommunication différent de ses propres moyens et services de télécommunication, et/ou de nature à porter un quelconque préjudice technique, économique ou autre, à l'exploitation de ces derniers.

N° 26

*Original: anglais**Pour la République-Unie de Tanzanie:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de la République-Unie de Tanzanie déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où les réserves formulées ou les mesures prises par un Membre compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

N° 27

*Original:* espagnol

*Pour la République argentine:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de l'Argentine réserve à son Gouvernement le droit d'adopter les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts et assurer le bon fonctionnement de ses services de télécommunication, au cas où ceux-ci seraient affectés par des décisions de cette Conférence ou par les réserves formulées par d'autres délégations.

N° 28

*Original:* anglais

*Pour Papouasie-Nouvelle-Guinée:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de Papouasie-Nouvelle-Guinée déclare qu'elle se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des Membres manqueraient de se conformer aux dispositions du Règlement des télécommunications internationales adopté par la Conférence ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre les services de télécommunications de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

N° 29

*Original:* français

*Pour la République du Niger:*

En signant les Actes finals, la Délégation de la République du Niger à la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions du Règlement des télécommunications internationales ainsi qu'à celles de ses annexes, ou encore si des réserves formulées par les autres Membres devaient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication du Niger;
2. de refuser toute disposition ayant un caractère obligatoire, notamment dans le domaine des arrangements particuliers de nature à porter un préjudice quelconque à l'exploitation de ses propres moyens et services de télécommunication.

N° 30

*Original français**Pour la Republique algerienne democratique et populaire*

En signant les Actes finals de la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), la Delegation de la Republique algerienne democratique et populaire reserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera necessaires pour proteger ses interets au cas ou certains Membres n'observeraient pas les dispositions du Reglement des telecommunications internationales, ou si les reserves formulees par les autres Membres devaient compromettre ses services de telecommunication

La Delegation de la Republique algerienne democratique et populaire reserve en outre, a son Gouvernement, le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera necessaires pour proteger ses interets au regard des dispositions relatives aux arrangements particuliers et contenues dans le Reglement des telecommunications internationales

N° 31

*Original anglais**Pour le Royaume du Swaziland*

En signant les Actes finals de la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), la Delegation du Royaume du Swaziland reserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera necessaires pour proteger ses interets si des Membres manquent, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions du Reglement des telecommunications internationales (Melbourne, 1988) ou des Annexes qui y sont attachees, ou si des reserves formulees par d'autres Membres compromettent ses moyens et ses services de telecommunication

N° 32

*(Numero non utilise)*

N° 33

*Original:* anglais

*Pour le Ghana:*

La Délégation de la République du Ghana réserve à son Gouvernement de droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires et opportunes pour protéger ses intérêts et ses droits souverains si le non-respect du Règlement des télécommunications internationales (Melbourne, 1988), des Annexes et des Résolutions qui y sont attachées, et/ou des réserves formulées par un Membre quelconque compromettent ou menacent de compromettre ses moyens et ses services de télécommunication.

N° 34

*Original:* anglais

*Pour le Sultanat d'Oman:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation du Sultanat d'Oman réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre quelconque manque, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions du Règlement des télécommunications internationales adopté par cette Conférence, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

N° 35

*Original:* français/anglais/espagnol

*Pour la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, le Portugal, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), les Délégations des Membres de l'Union mentionnés ci-dessus, qui sont des Etats Membres de la Communauté Economique Européenne, déclarent que ces Etats appliqueront le Règlement des télécommunications internationales conformément à leurs obligations au titre du Traité instituant la Communauté Economique Européenne.

N° 36

*Original: anglais**Pour Brunéi Darussalam:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation du Gouvernement de Sa Majesté, le Sultan et Yang Di-Pertuan Brunéi Darussalam réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre quelconque manque, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions du Règlement des télécommunications internationales adopté par la Conférence, ou si des réserves formulées par un pays quelconque compromettent ses services de télécommunication.

N° 37

*Original: anglais**Pour le Royaume d'Arabie saoudite:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation du Royaume d'Arabie saoudite déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un pays quelconque n'observe pas les dispositions du Règlement des télécommunications internationales adopté par la Conférence.

N° 38

*Original: anglais*

*Pour la République algérienne démocratique et populaire, le Royaume d'Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, la République de Djibouti, les Emirats arabes unis, la République islamique d'Iran, la République d'Iraq, l'Etat du Koweït, la Malaisie, le Royaume du Maroc, le Sultanat d'Oman, la République islamique du Pakistan, l'Etat du Qatar, la République arabe syrienne, la Tunisie, la République arabe du Yémen, la République démocratique populaire du Yémen:*

Les Délégations des pays mentionnés ci-dessus à la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), déclarent que leur signature et la ratification éventuelle des Actes finals de la CAMTT (Melbourne, 1988), par leurs Gouvernements respectifs, ne sont pas valables vis-à-vis de l'entité sioniste figurant sous la prétendue appellation d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

Nº 39

*Original: anglais*

*Pour les Etats-Unis d'Amérique:*

I

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement qu'en signant le présent Règlement des télécommunications internationales ou en approuvant ultérieurement celui-ci:

- a) ils n'acceptent aucune obligation d'appliquer une disposition quelconque de la législation ou de la réglementation nationales d'un autre Membre quel qu'il soit;
- b) ils ne donnent, en aucune façon, leur approbation aux procédures nationales d'autres Membres qui obligerait les fournisseurs de services de télécommunication et de services dépendant du transport de télécommunication désireux de développer leurs activités à l'extérieur des Etats-Unis d'Amérique, à obtenir l'agrément;
- c) ils n'acceptent aucune obligation concernant l'application d'une disposition quelconque du présent Règlement aux services à l'intérieur des Etats-Unis d'Amérique, pour ce qui est des services de télécommunication entre les Etats-Unis d'Amérique, d'une part, et le Canada, le Mexique et les Iles Saint-Pierre et Miquelon, d'autre part, et pour ce qui est aussi des tarifs applicables à ces services;
- d) ils n'acceptent aucune obligation concernant l'application d'une disposition quelconque du présent Règlement à des services autres que les services de correspondance publique.

II

Pour les Etats-Unis d'Amérique il est entendu que:

- a) les Recommandations du Comité consultatif international télégraphique et téléphonique n'ont pas de caractère obligatoire notamment pour les fournisseurs de services internationaux de télécommunication et les fabricants d'équipement de télécommunication;

- b) ses droits et ses obligations sont déterminés par le Règlement télégraphique et téléphonique (1973) entre les parties Membres à ce Règlement, jusqu'à ce que les Etats-Unis d'Amérique et ces Membres donnent leur accord qui les liera au Règlement des télécommunications internationales conformément aux dispositions de l'instrument fondamental de l'Union internationale des télécommunications dont le Membre est partie.

### III

Les Etats-Unis d'Amérique ne s'associent pas au Vœu N° 1 de la Conférence.

N° 40

*Original: français*

*Pour la République populaire du Bénin:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de la République populaire du Bénin réserve à son Gouvernement le droit:

- a) d'accepter ou de refuser, en totalité ou en partie, les dispositions du présent Règlement des télécommunications internationales et de ses appendices;
- b) au cas où il approuverait ce Règlement, de prendre toutes les mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses services de télécommunication et ses autres intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas le présent Règlement et ses appendices ou encore, si des réserves formulées par d'autres Membres devaient porter préjudice à la République populaire du Bénin.

N° 41

*Original* anglais

*Pour la Republique democratique populaire d’Ethiopie*

En signant les Actes finals de la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), la Delegation de la Republique democratique populaire d’Ethiopie reserve a son Gouvernement le droit

- a) de faire toute declaration ou reserve jusqu’au moment ou il ratifiera le Reglement des telecommunications internationales et les annexes qui y sont rattachees, si les dispositions du Reglement et de ses annexes compromettent, directement ou indirectement, le bon fonctionnement de ses services de telecommunication ou si elles portent atteinte a sa souverainete,
- b) de ne pas tenir compte des parties du Reglement et des annexes qui y sont rattachees si ces parties vont a l’encontre de la legislation nationale de la Republique democratique populaire d’Ethiopie

N° 42

*Original* anglais

*Pour les Emirats arabes unis*

La Delegation des Emirats arabes unis reserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu’il pourra juger necessaires pour proteger ses interets si un Membre quelconque manque, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions du Reglement des telecommunications internationales adopte par la presente Conference, ou si des reserves formulees par d’autres pays compromettent ses services de telecommunication

N° 43

*Original: français*

*Pour la République rwandaise:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de la République rwandaise déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si un pays quelconque n'en respectait pas les dispositions.

En outre, le Gouvernement de la République rwandaise se réserve le droit d'approuver et de ratifier ce que ses Représentants ont été amenés à signer.

N° 44

*Original: anglais*

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:*

En signant le présent Règlement, la Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tient à réaffirmer l'engagement de son Gouvernement dans le développement de la concurrence en matière de fourniture d'infrastructure et de services de télécommunications internationales. Elle estime que cette concurrence est dans l'intérêt des usagers des télécommunications et du développement économique en général. Il faut s'efforcer, dans la mesure de ce qui est réalisable, de répondre aux préférences légitimes des clients.

En appliquant les dispositions du Règlement, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a l'intention de s'inspirer, comme il convient, de ces principes. Il désire en particulier de pas s'associer aux parties du Vœu N° 1 qui, selon lui, pourraient aller à l'encontre de ces principes.

N° 45

*Original français*

*Pour la République populaire du Congo*

La Delegation de la République populaire du Congo declare que son Gouvernement se reserve le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera necessaires pour proteger et sauvegarder ses interêts au cas ou certains Membres ne se conformeraient pas, de quelque maniere que ce soit, aux dispositions du Reglement des telecommunications internationales (Melbourne, 1988), ou si les reserves formulees par d'autres Membres devaient compromettre le bon fonctionnement et le developpement de ses services des telecommunications

N° 46

*Original anglais*

*Pour la République de Singapour*

En signant les Actes finals de la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), la Delegation de la République de Singapour reserve a son Gouvernement le droit d'accepter ou de rejeter la totalite ou certaines des dispositions du Reglement des telecommunications internationales

La Delegation de Singapour reserve en outre a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger necessaires pour proteger ses interêts si un Membre quelconque manque, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions du Reglement des telecommunications internationales, des Appendices et du Protocole final

Nº 47

*Original* anglais

*Pour la Republique de l'Inde*

En signant les Actes finals de la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), la Delegation de la Republique de l'Inde reserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures necessaires pour proteger ses interêts si un autre Membre reserve sa position concernant l'une quelconque des dispositions du Reglement des telecommunications internationales (1988) ou exploite un service ou un moyen quelconque de telecommunication en ne respectant pas les dispositions du present Reglement

Nº 48

*Original* français

*Pour le Burkina Faso*

La Delegation du Burkina Faso reserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera necessaires pour proteger ses interêts au cas ou certains Membres ne se conformeraient pas de quelque maniere que ce soit aux dispositions du Reglement des telecommunications internationales (Melbourne, 1988), ou si les reserves formulees par d'autres Membres devaient compromettre la bonne exploitation technique, commerciale et/ou le developpement de ses services de telecommunication

LA PATRIE OU LA MORT, NOUS VAINCRONS !

Nº 49

*Original* russe

*Pour la Republique populaire de Bulgarie*

En signant le Reglement des telecommunications internationales, la Republique populaire de Bulgarie declare qu'elle se reserve le droit de prendre toutes mesures jugees necessaires pour proteger ses interêts si d'autres Etats manquent de se conformer aux dispositions du Reglement des telecommunications internationales et dans le cas ou toute autre mesure serait de nature a compromettre ses services de telecommunications et a porter atteinte a sa souverainete

N° 50

*Original* français

*Pour la Republique du Zaire*

En signant les Actes finals de la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), la Delegation de la Republique du Zaire declare fermement qu'elle reserve au Parti national, le Mouvement Populaire de la Revolution (MPR), le droit d'accepter ou de refuser, en totalite ou en partie, les dispositions du Reglement des telecommunications internationales (Melbourne, 1988), dans la mesure ou il juge utile de sauvegarder les droits et interets nationaux une fois qu'il apparait qu'un des Etats Membres de l'Union internationale des telecommunications manquerait au respect des dispositions contenues dans le present Reglement

N° 51

*Original* français

*Pour la Republique togolaise*

La Delegation de la Republique togolaise a la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), reserve au Gouvernement de son pays le droit de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes pour proteger ses interets et faire respecter sa legislation

- si la non observation par un pays d'une disposition du present Reglement et de ses annexes, ou
- si une interpretation «abusive» de certaines clauses, ou
- si les reserves emises par certains Membres lors de la signature, de la ratification ou de l'adhesion

devaient entraîner des situations prejudiciables a ses services ou a ses moyens de telecommunication

N° 52

*Original:* français

*Pour la République du Sénégal:*

En signant les présents Actes finals, la Délégation de la République du Sénégal déclare au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernements.

Par ailleurs, la République du Sénégal se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle jugera utiles à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas les dispositions des Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), des annexes ou protocoles qui y sont attachés ou au cas où les réserves émises par d'autres pays tendraient à compromettre le bon fonctionnement de ses moyens et services de télécommunication.

N° 53

*Original:* français

*Pour la République socialiste de Roumanie:*

En signant les Actes finals de la présente Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique, la Délégation de la République socialiste de Roumanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts au cas où les réserves formulées par d'autres pays porteraient préjudice à ses services de télécommunication.

N° 54

*Original:* anglais

*Pour la République démocratique populaire du Yémen:*

La Délégation de la République démocratique populaire du Yémen à la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures nécessaires pour sauvegarder ses intérêts si les réserves formulées par d'autres Délégations ou si la non-observation du présent Règlement compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

Nº 55

*Original* espagnol

*Pour l'Espagne*

Compte tenu des reserves formulees par certaines Delegations a propos des conditions exigibles pour le fourniture des services internationaux de telecommunication, la Delegation de l'Espagne a la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), declare que ces reserves ne constituent nullement pour toute entite qui cherche, de maniere directe ou indirecte, a assurer de tels services sur le territoire espagnol ou dans le reseau espagnol de telecommunication un argument valable pour se soustraire a l'application de la loi nationale espagnole

Nº 56

*Original* espagnol

*Pour le Mexique*

Compte tenu des reserves formulees par plusieurs pays a propos des decisions adoptees par cette Conference, la Delegation du Mexique reserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera necessaires pour proteger ses interets, si d'autres Membres n'observent pas les dispositions des Actes finals ou si les reserves qu'ils ont formulees sont prejudiciables au bon fonctionnement de ses services de telecommunication

Nº 57

*Original* anglais

*Pour l'Etat d'Israel*

1 Les declarations formulees par certaines Delegations dans le numero 38 du Protocole final etant en contradiction flagrante avec les principes et les objectifs de l'Union internationale des telecommunications et, par consequent, denuees de toute valeur juridique, le Gouvernement d'Israel tient a faire savoir officiellement qu'il rejette purement et simplement les declarations et qu'il considere qu'elles ne peuvent avoir aucune valeur pour ce qui est des droits et des obligations des Etats Membres de l'Union internationale des telecommunications

De toute façon, le Gouvernement d'Israël se prévaut des droits qui sont les siens pour sauvegarder ses intérêts au cas où les Gouvernements de ces Delegations violeraient de quelque manière que ce soit l'une quelconque des dispositions de la Convention ou de ses Annexes, des Protocoles ou des Règlements qui y sont annexés, ou des Actes finals de la présente Conférence

La Delegation de l'Etat d'Israël fait remarquer en outre que la déclaration numéro 38 ne désigne pas l'Etat d'Israël de manière complète et correcte. Comme telle, elle est totalement inadmissible et doit être rejetée comme étant en violation avec les règles internationales reconnues

2 De plus, après avoir pris note des diverses autres déclarations déjà déposées, la Delegation de l'Etat d'Israël réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qui s'imposeraient pour protéger ses intérêts et pour sauvegarder le bon fonctionnement de ses services de télécommunication s'ils venaient à être compromis par les décisions de la présente Conférence ou par les réserves formulées par d'autres Delegations

N° 58

*Original anglais*

*Pour la République de Malte*

La Delegation de la République de Malte, ayant examiné les déclarations formulées par plusieurs Membres dans le Document 122 daté du 9 décembre 1988, réserve au Gouvernement de la République de Malte de prendre toutes les mesures qu'il pourra juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts nationaux, si ces derniers sont défavorablement influencés par les mesures prises par d'autres Membres de l'Union internationale des télécommunications

N° 59

*Original: anglais*

*Pour la République arabe syrienne:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), et ayant noté avec préoccupation les nombreuses réserves formulées par d'autres Délégations, la Délégation de la République arabe syrienne déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un pays n'observe pas les dispositions du Règlement des télécommunications internationales adopté par la Conférence, en particulier à cause des réserves formulées au sujet des parties essentielles dudit Règlement.

N° 60

*Original: anglais*

*Pour l'Etat du Qatar:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation de l'Etat du Qatar déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un pays n'observe pas les dispositions du Règlement des télécommunications internationales adopté par la Conférence, en particulier en ce qui concerne les pays ayant formulé dans le Document 122 des réserves concernant des parties importantes du Règlement de Melbourne.

N° 61

*Original: anglais**Pour le Royaume des Tonga:*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), la Délégation du Royaume des Tonga réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, si un pays n'observe pas de quelque façon que ce soit les dispositions du Règlement des télécommunications internationales (Melbourne, 1988) ou si les réserves formulées par un pays compromettent le bon fonctionnement des services de télécommunication du Royaume des Tonga.

N° 62

*Original: anglais**Pour la République socialiste fédérative de Yougoslavie:*

La Délégation de la République socialiste fédérative de Yougoslavie déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures et dispositions pour sauvegarder ses intérêts, si les réserves formulées par d'autres Délégations, ou si le non-respect du présent Règlement compromettent le bon fonctionnement de ses services, installations ou moyens de transport des télécommunications nationales ou internationales ou si elles compromettent de quelque façon que ce soit son droit souverain à réglementer ses télécommunications.

N° 63

*Original* anglais

*Pour la Malaisie*

La Delegation de la Malaisie, en particulier en ce qui concerne les reserves formulees par d'autres Delegations dans le Document 122

1 reserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il peut juger necessaires pour sauvegarder ses interets, si certains Membres ne prennent pas leur part des depenses de l'Union ou si un Membre n'observe pas, de quelque façon que ce soit, les obligations du Reglement des telecommunications internationales, ou si les reserves formulees par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de telecommunication,

2 declare que la signature du present Reglement par la Delegation de la Malaisie n'est pas valable en ce qui concerne le Membre designe sous l'appellation d'Israel et n'implique nullement qu'elle le reconnait

N° 64

*Original* français

*Pour la Republique de Djibouti*

En signant les Actes finals de la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), la Delegation de Djibouti reserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera necessaires pour sauvegarder ses interets, si un Membre ne respecte pas les obligations du Reglement des telecommunications internationales ou si les reserves formulees par un pays quelconque compromettent le bon fonctionnement de ses services de telecommunication

En outre, dans ses relations avec les autres Membres, administrations\* ou toute entite, elle declare que son Gouvernement n'acceptera aucune disposition du present Reglement qui, dans son application pourrait d'une part lui porter prejudice, et d'autre part porter atteinte a l'exercice de son droit souverain de reglementer sur son territoire les telecommunications dans leur ensemble

---

\* ou exploitation(s) privee(s) reconnue(s)

Enfin, la Delegation de la Republique de Djibouti declare formellement, au nom de son Gouvernement, que son pays n'accepte aucune obligation au sujet de l'application d'une quelconque disposition relative aux arrangements particuliers figurant dans le present Reglement ainsi que toute autre disposition visant a etablir sur son territoire des systemes, reseaux ou autres services de telecommunication, y compris tout autre moyen correspondant de transport de telecommunications, differents de ses propres moyens et services des telecommunications

N° 65

*Original anglais**Pour la Republique de Coree*

La Delegation de la Republique de Coree reserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera necessaires pour proteger ses interets si un Membre de l'Union n'observe pas les dispositions du Reglement des telecommunications internationales (Melbourne, 1988), ou si des reserves formulees par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de telecommunication

N° 66

*Original anglais**Pour la Republique islamique du Pakistan***AU NOM DE DIEU TOUT PUISSANT**

En signant les Actes finals de la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988) et ayant pris note avec preoccupation des reserves formulees par diverses Delegations dans le Document 122, la Delegation de la Republique islamique du Pakistan reserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures necessaires pour proteger ses interets, si un autre Membre ou une administration venait a reserver sa position sur l'une quelconque des dispositions du Reglement des telecommunications internationales paracheve a la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988) ou venait a exploiter un service ou une installation de telecommunication en contrevenant a l'une quelconque des dispositions dudit Reglement

Nº 67

*Original* espagnol

*Pour le Chili*

Après avoir pris note des déclarations formulées par d'autres pays, la Délégation du Chili, en signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988) réserve à son Gouvernement le droit

- a) d'accepter ou de rejeter en totalité ou en partie les dispositions du Règlement des télécommunications internationales quand il jugera que ces dispositions portent préjudice à ses intérêts nationaux ou internationaux, ou aux droits souverains inscrits dans sa Constitution,
- b) d'adopter toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts si d'autres pays n'observent pas les dispositions du Règlement des télécommunications internationales

Nº 68

*Original* anglais

*Pour la République socialiste du Viet Nam*

Compte tenu des déclarations formulées dans le Document 122, la Délégation de la République socialiste du Viet Nam déclare, en signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures nécessaires pour sauvegarder sa souveraineté, ses réseaux et services de télécommunication nationaux et internationaux, si ces derniers sont compromis par la non-observation du Règlement ou par les réserves formulées ou les mesures prises par d'autres Membres

N° 69

*Original* anglais*Pour les Etats Unis d’Amerique*

Les Etats-Unis d’Amerique, notant la portee de l’application possible des declarations et des reserves formulees par d’autres Membres, se reservent le droit de formuler des reserves supplementaires avant de notifier, ou au moment de notifier leur approbation de ce Reglement des telecommunications internationales, et ils se reservent en outre le droit de prendre toutes mesures qu’ils jugeront necessaires, a tout moment, pour proteger leurs interets

N° 70

*Original* anglais*Pour la Republique populaire democratique de Coree*

Compte tenu des declarations formulees dans le Document 122, la Republique populaire democratique de Coree declare, en signant les Actes finals de la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988), qu’elle se reserve le droit de prendre toutes mesures necessaires pour proteger ses interets et ses droits souverains si les autres Etats n’observent pas les dispositions du Reglement des telecommunications internationales (Melbourne, 1988)

N° 71

*Original* anglais*Pour la Republique de l’Inde*

Compte tenu des declaration formulees par certaines Delegations selon lesquelles certaines decisions de la Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988) peuvent ne pas être acceptables pour elles, la Delegation de la Republique de l’Inde reserve a son Gouvernement le droit souverain de prendre les mesures necessaires pour proteger les interets de l’Inde contre les implications defavorables eventuelles de ces reserves

N° 72

*Original* russe

*Pour la République populaire de Pologne*

Compte tenu des déclarations formulées dans le Document 122, la Délégation de la République populaire de Pologne réserve à son Gouvernement le droit de prendre, si nécessaire, les mesures appropriées pour sauvegarder ses droits souverains et ses intérêts dans le domaine des télécommunications si un autre Membre, une administration ou une exploitation privée reconnue interprètent le Règlement des télécommunications internationales de telle manière que cela compromette ses droits ou ses intérêts

N° 73

*Original* anglais

*Pour le Royaume des Pays-Bas*

La Délégation du Royaume des Pays-Bas a accepté le Règlement établi à la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988), parce qu'elle considère que ce Règlement constitue un ensemble équilibré contribuant à un développement, à une exploitation et à une utilisation harmonieuses des communications dans le monde entier

Notant que plusieurs Membres de l'Union ont formulé des réserves en ce qui concerne leur position pour ce qui est des principes et des dispositions relatifs aux arrangements particuliers contenus dans le Règlement et qui ont des conséquences pour le contenu équilibré de ce Règlement, la Délégation du Royaume des Pays-Bas déclare officiellement qu'elle ne souscrit nullement aux procédures exigeant une approbation pour les fournisseurs de services de télécommunication et pour les services dépendant du transport des télécommunications dans ses pays Membres

*(Suivent les signatures)*

*(Les signatures qui suivent le Protocole Final sont les mêmes que celles qui sont mentionnées aux pages 13 à 30)*



RÉSOLUTIONS  
RECOMMANDATIONS  
VOEU



## RÉSOLUTION N° 1

### **Diffusion d'informations concernant les services internationaux de télécommunication mis à la disposition du public**

La Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988),

#### *considérant*

- a) que la Conférence a adopté des dispositions relatives aux services internationaux de télécommunication offerts au public, ainsi qu'une Résolution sur la diffusion d'informations d'exploitation et de service;
- b) que ces dispositions s'appliquent aux contextes actuel et nouveau des télécommunications dans lesquels on assiste à une évolution rapide des techniques, des moyens, des exploitants, des services, des fournisseurs de services, des besoins des clients et des pratiques en matière d'exploitation;
- c) que le CCITT est chargé d'élaborer des Recommandations sur ces questions, plus particulièrement en ce qui concerne l'efficacité de l'interconnexion et des possibilités d'interfonctionnement au niveau mondial;
- d) que le Règlement des télécommunications internationales offre un cadre général qui complète la Convention internationale des télécommunications en ce qui concerne les moyens et les services internationaux de télécommunication mis à la disposition du public;

#### *notant*

que le CCITT dans l'élaboration des Recommandations a défini les caractéristiques d'un certain nombre de services qui peuvent être mis à la disposition du public;

#### *décide*

que, pour favoriser l'interconnexion et les possibilités d'interfonctionnement à l'échelle mondiale des moyens de télécommunication ainsi que la mise à la disposition

du public des services internationaux de telecommunication, tous les Membres devraient prendre les dispositions pour que soient notifiées au Secrétaire général, dans le cadre des dispositions concernant la diffusion de l'information, les services internationaux de telecommunication que les administrations\* mettent à la disposition du public dans leurs pays respectifs,

*charge le Secrétaire général*

de diffuser ces informations sous la forme la plus appropriée et la plus économique

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

## RÉSOLUTION N° 2

### **Coopération des Membres de l'Union dans la mise en œuvre du Règlement des télécommunications internationales**

La Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988),

#### *rappelant*

le principe du droit souverain de chaque pays à réglementer ses télécommunications comme le stipulent le préambule de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) et le préambule du Règlement des télécommunications internationales, ainsi que l'objet de l'Union exposé à l'Article 4 de cette Convention;

#### *réalisant*

qu'en cas de difficultés, dues à la législation nationale applicable, dans la mise en œuvre du Règlement des télécommunications internationales, une coopération appropriée entre les Membres intéressés est souhaitable;

#### *décide*

que sur demande d'un Membre que préoccupe l'efficacité limitée de sa législation nationale en ce qui concerne les services internationaux de télécommunication offerts au public sur son territoire, les Membres intéressés se consulteront, le cas échéant, de façon réciproque, afin de poursuivre et de développer la coopération internationale entre les Membres de l'Union, dans l'esprit de l'Article 4 de la Convention précitée, pour améliorer et utiliser rationnellement les télécommunications, et pour utiliser de manière harmonieuse le réseau international de télécommunication.

RÉSOLUTION N° 3

**Répartition des recettes provenant des services  
internationaux de télécommunication**

La Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988),

*considérant*

- a) l'importance des télécommunications pour le développement social et économique de tous les pays;
- b) que l'Union internationale des télécommunications a un rôle important à jouer pour favoriser le développement universel des télécommunications;
- c) que dans son rapport «Le Chaînon manquant», la Commission indépendante pour le développement mondial des télécommunications a recommandé notamment aux Etats Membres de l'UIT d'envisager de mettre de côté un pourcentage modeste des recettes procurées par les communications entre pays en développement et pays industrialisés, pourcentage à consacrer aux télécommunications dans les pays en développement;
- d) que l'UIT, pour aider les administrations et donner suite à cette Recommandation figurant dans «Le Chaînon manquant», a effectué une étude des coûts afférents à la fourniture et à l'exploitation des services de télécommunication entre pays en développement et pays développés; aucune conclusion définitive n'a pu être tirée de cette étude, mais elle a révélé l'existence de disparités;
- e) que la Recommandation D.150 du CCITT, qui prévoit le partage en principe par moitié (50/50) des recettes de répartition provenant du trafic international entre les pays terminaux, a été modifiée à la VIII<sup>e</sup> Assemblée plénière du CCITT, modification confirmée à la IX<sup>e</sup> Assemblée plénière du CCITT, afin de permettre le partage dans une proportion différente dans certains cas où les coûts de fourniture et d'exploitation des services de télécommunication présentent des différences;
- f) qu'il est nécessaire de poursuivre l'examen de cette question en se fondant sur une étude détaillée des coûts de fourniture et d'exploitation des services de télécommunication entre pays en développement et pays développés;

*charge le Secrétaire général*

1. de prendre les mesures nécessaires pour que cette étude, mentionnée au point f) du *considérant*, soit achevée en priorité;
2. de faire rapport sur cette question à la Conférence de plénipotentiaires (Nice, 1989);
3. de communiquer l'étude aux Membres de façon à ce qu'il puissent prendre d'autres mesures sur la base d'un examen approfondi des résultats de l'étude,

*invite les administrations*

à coopérer pleinement avec le Secrétaire général pour réaliser l'étude précitée et à envisager les mesures à prendre sur la base de cette étude,

*décide*

que, si ces études conduisent à l'application, dans des cas particuliers, de taxes de répartition autres que par moitié (50/50), les pays en développement intéressés devraient pouvoir utiliser les ressources supplémentaires qui en découlent à l'amélioration des télécommunications, y compris, si nécessaire et dans la mesure du possible, en aidant le Centre pour le développement des télécommunications.

RÉSOLUTION N° 4

**Evolution de l'environnement des télécommunications**

La Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988),

*rappelant*

que la Résolution N° 10 de la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) prévoyait la convocation d'une Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique en 1988 pour élaborer un nouveau cadre réglementaire adapté à tous les services existants et prévus de télécommunication;

*vu*

l'adoption par la Conférence du nouveau Règlement des télécommunications internationales (Melbourne, 1988) qui reconnaît les divers éléments relatifs aux services et aux politiques qu'implique l'évolution de l'environnement des télécommunications;

*considérant*

- a) les avantages potentiels qu'offre l'introduction rapide de services de télécommunication nouveaux et divers;
- b) que l'introduction de nouvelles techniques et de nouveaux services de télécommunication ne manquera pas de soulever de nouveaux problèmes;
- c) que comme conséquence des divers éléments relatifs aux services et aux politiques, de nombreux Membres se sont déclarés préoccupés par les implications défavorables éventuelles de certaines dispositions du nouveau Règlement;

*considérant en outre*

qu'il importe d'assurer l'introduction adéquate et harmonieuse ainsi que l'application mondiale de la large gamme de services qui évoluent avec les nouvelles techniques;

*charge le Secrétaire général*

de transmettre la présente Résolution au Conseil d'administration pour examen ultérieur par la Conférence de plénipotentiaires (Nice, 1989),

*invite la Conférence de plénipotentiaires*

1. à examiner les implications et les possibilités que l'intégration des nouvelles techniques, l'essor des nouveaux types de services et la diversité des arrangements peuvent avoir sur le développement, l'exploitation et l'utilisation harmonieux et efficaces des télécommunications dans le monde entier;
2. à examiner les répercussions que les différentes questions peuvent avoir sur les travaux de l'Union internationale des télécommunications et sur la coopération entre les Membres en vue d'assurer la mise en œuvre effective du développement à l'échelle mondiale des télécommunications.

RÉSOLUTION N° 5

**Le CCITT et la normalisation des télécommunications à l'échelle mondiale**

La Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988),

*considérant*

- a) le développement rapide des techniques de télécommunication et l'évolution de plus en plus rapide d'une large gamme de nouveaux services;
- b) qu'il est nécessaire que le CCITT soit en mesure de formuler, en temps opportun, des Recommandations applicables aux nouvelles techniques et aux nouveaux services;

*notant*

- a) que le numéro 5 du Règlement des télécommunications internationales stipule notamment que ce Règlement «est établi dans le but de faciliter l'interconnexion et les possibilités d'interfonctionnement à l'échelle mondiale des moyens de télécommunication»;
- b) que le numéro 8 dudit Règlement stipule notamment que pour appliquer les principes de ce Règlement, «les administrations\* devraient se conformer, dans toute la mesure de ce qui est réalisable, aux Recommandations pertinentes du CCITT»; et
- c) la Résolution N° 17 de la IX<sup>e</sup> Assemblée plénière du CCITT;

*décide*

de faire sienne cette Résolution de la IX<sup>e</sup> Assemblée plénière du CCITT,

*invite le Conseil d'administration*

à renvoyer la question soulevée dans la Résolution du CCITT précitée à la Conférence de plénipotentiaires (Nice, 1989) afin qu'elle prenne les mesures appropriées.

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

## RÉSOLUTION N° 6

### **Maintien de la mise à la disposition des services traditionnels**

La Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988),

#### *considérant*

- a) que des dispositions concernant les services de télécommunication mis à la disposition du public ont été élaborées dans le cadre du Règlement des télécommunications internationales;
- b) que ce Règlement ne fournit toutefois pas une liste détaillée des services internationaux de télécommunication qu'il est nécessaire de mettre à la disposition du public;
- c) qu'aux termes de ce Règlement, les Membres doivent s'efforcer d'offrir aux usagers une possibilité d'interfonctionnement entre les différents services, le cas échéant, pour faciliter les communications internationales;
- d) qu'il serait souhaitable, compte tenu du caractère universel des communications, de faire en sorte dans la mesure du possible, en l'absence d'établissement de nouveaux services dans de nombreux pays Membres, que le public de ces pays puisse utiliser efficacement en permanence les services traditionnels pour communiquer à l'échelle mondiale;
- e) que dans certaines zones rurales et dans certains pays en développement, en particulier, il peut être nécessaire d'utiliser les services existants largement disponibles pour les communications internationales pendant une période relativement longue;

#### *décide*

que tous les Membres devraient coopérer pour faire en sorte que, dans l'attente de l'établissement des nouveaux services de télécommunication, en particulier dans les zones et les pays mentionnés au paragraphe e) ci-dessus, des dispositions soient prévues pour permettre, au moyen des infrastructures de communication disponibles, de continuer à mettre à disposition les services traditionnels permettant d'assurer l'efficacité des communications à l'échelle mondiale.

RESOLUTION N° 7

**Diffusion d'informations d'exploitation et de service  
par l'intermediaire du Secretariat général**

La Conference administrative mondiale telegraphique et telephonique (Melbourne, 1988),

*vu*

- a) les numeros 291, 293 et 294 de la Convention internationale des telecommunications (Nairobi, 1982) concernant les fonctions generales de diffusion d'informations du Secretaire general,
- b) l'Article 8 du Reglement des telecommunications internationales (Melbourne, 1988),

*considerant*

- a) qu'il importe d'echanger des informations d'ordre administratif, operationnel, tarifaire et statistique de la maniere la plus economique possible pour faciliter le fonctionnement efficace et harmonieux des voies d'acheminement et des services internationaux de telecommunication,
- b) qu'il est necessaire de diffuser en temps opportun ces informations aux administrations\*,
- c) que ces informations sont disponibles actuellement dans les publications d'exploitation et de service indiquees ci-apres a titre d'exemple
  - Nomenclature des bureaux telegraphiques
  - Tableau Gentex
  - Tableau TA (comptes transferes)
  - Codes et abreviations a l'usage des services internationaux de telecommunication
  - Tableau des relations et du trafic telex internationaux

---

\* ou exploitation(s) privee(s) reconnue(s)

- Liste des indicateurs pour le système avec retransmission de télégrammes et des codes d'identification des réseaux télex
- Tableau bureaufax
- Annuaire statistique des télécommunications du secteur public
- Liste des voies d'acheminement des communications téléphoniques internationales
- Tableau des taxes pour les télégrammes
- Répertoire des renseignements relatifs aux services centralisateurs, centres radiophoniques internationaux, centres télévisuels internationaux et centres charges de la maintenance des circuits radiophoniques et télévisuels
- Tableaux de profil des services de messagerie avec remise physique
- Renseignements sur l'exploitation des services internationaux de télégraphie, de transmission de données et de télématique
- Brochure TA (comptes transférés)
- Nomenclature des voies de télécommunication utilisées pour la transmission de télégrammes
- Nomenclature des câbles formant le réseau sous-marin du globe
- Notification
- Bulletin d'exploitation;

*décide*

que les informations de service et d'exploitation permettant d'assurer le fonctionnement harmonieux et efficace des télécommunications internationales seront diffusées par le Secrétariat général sous une forme appropriée,

*invite les administrations*

à favoriser la fourniture d'informations appropriées, dans la mesure de ce qui est praticable, en temps opportun et conformément aux arrangements nationaux,

*charge le Secrétaire général*

1. de diffuser les recueils d'informations précités par les moyens les plus appropriés et économiques;

2. de réviser, tenir à jour, annuler ou créer de telles publications si nécessaire, en tenant compte:

- i) des directives d'une conférence compétente ou du Conseil d'administration de l'Union;
- ii) des recommandations de l'Assemblée plénière du CCITT; et, à titre exceptionnel;
- iii) des résultats d'une consultation par correspondance des administrations.

RESOLUTION N° 8

**Instructions pour les services internationaux  
de télécommunication**

La Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988),

*rappelant*

- a) les raisons ayant conduit la CAMTT (Geneve, 1973) à introduire le concept d'Instruction pour désigner un ensemble de dispositions tirées d'une ou de plusieurs Recommandations du CCITT, traitant de modalités pratiques d'exploitation et de tarification, dont le respect à l'échelle mondiale nécessite une mise en vigueur à une date bien déterminée,
- b) l'importance particulière donnée par la CAMTT (Geneve, 1973) aux Instructions pour assurer le fonctionnement ordonné et efficace de certains services de télécommunication disponibles à l'échelle mondiale,

*considérant*

- a) que la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) mentionne, au numéro 288, «les instructions d'exploitation»,
- b) que les Articles 1 et 2 du Règlement des télécommunications internationales (Melbourne, 1988) mentionnent également les «Instructions»,
- c) que la IX<sup>e</sup> Assemblée plénière du CCITT (Melbourne, 1988) a approuvé une nouvelle Recommandation C 3 sur les «Instructions pour les services internationaux de télécommunication»,

*charge le CCITT*

de porter une attention particulière à toutes les nouvelles Recommandations qui, par leur contenu, devraient faire l'objet d'Instructions et, le cas échéant, de réviser et compléter le Tableau I de la Recommandation C 3,

*invite les administrations\**

à prendre toutes les mesures nécessaires afin que les modifications aux Instructions existantes ainsi que toutes les nouvelles Instructions qui seraient approuvées par les Assemblées plénières du CCITT soient transmises à leurs unités opérationnelles dans les meilleurs délais,

*charge le Secrétaire général*

1. de publier toutes dispositions d'exploitation que le CCITT considère comme «Instructions»;
2. de recueillir et de publier les décisions prises par les administrations\* en ce qui concerne certaines dispositions à caractère facultatif contenues dans les Instructions, qui impliquent un échange mutuel d'informations concernant leur application.

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

## RECOMMANDATION N° 1

### **Application au Règlement des radiocommunications des dispositions du Règlement des télécommunications internationales**

La Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988),

*tenant compte*

du point 2.4 de son ordre du jour dans la Résolution N° 966 du Conseil d'administration;

*notant*

qu'avec l'entrée en vigueur le 3 octobre 1989 de la révision partielle du Règlement des radiocommunications par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles (Genève, 1987) il ne reste que quelques dispositions du Règlement des radiocommunications qui contiennent des références aux Règlements télégraphique ou téléphonique de 1973 tels que les numéros 2234, 2235, 4847 et 5085 (voir aussi la Résolution N.° 201 de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) «relative aux dispositions d'exploitation à la taxation et à la comptabilité de la correspondance publique dans les services mobiles»);

*considérant*

qu'il n'est pas nécessaire d'adopter un protocole donnant des dispositions transitoires concernant l'application au Règlement des radiocommunications des dispositions du Règlement des télécommunications internationales;

*recommande*

a) au Conseil d'administration d'inclure dans l'ordre du jour de la prochaine Conférence administrative mondiale des radiocommunications un point relatif à l'incorporation, dans les dispositions respectives du Règlement des radiocommunications, des références correctes au Règlement des télécommunications internationales, de manière que les dispositions de ce dernier s'appliquent également, dès la date de leur entrée en vigueur, au Règlement des radiocommunications;

b) aux Membres de l'Union de considérer, conformément à l'Article 43 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), pendant la période transitoire comprise entre l'entrée en vigueur du Règlement des télécommunications internationales et l'entrée en vigueur du Règlement des radiocommunications partiellement révisé comme indiqué en a) ci-dessus, que les références aux Règlements télégraphique et téléphonique de 1973 figurant dans les dispositions du Règlement des radiocommunications actuellement en vigueur correspondent aux dispositions du Règlement des télécommunications internationales, ces dernières étant en conséquence applicables à la mise en œuvre du Règlement des radiocommunications.

RECOMMANDATION N° 2

**Modification des définitions qui figurent aussi dans l'Annexe 2  
à la Convention de Nairobi**

La Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988),

*tenant compte*

du point 2.5 de son ordre du jour, qui figure dans la Résolution N° 966 du Conseil d'administration, et de la Résolution N° 11 de la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) à laquelle il fait référence;

*ayant pris note*

de la note du Secrétaire général sur «Les exploitations dans l'environnement actuel des télécommunications» (Document 28);

*considérant*

qu'elle a adopté un certain nombre de définitions contenues dans l'Article 2 du Règlement des télécommunications internationales;

*notant*

qu'aucune proposition précise ne lui a été présentée concernant les modifications de définitions qui figurent aussi dans l'Annexe 2 de la Convention de Nairobi;

*consciente*

du fait que, faute de temps, elle n'est pas en mesure de faire elle-même des propositions précises de modification des définitions qui figurent aussi dans l'Annexe 2 de la Convention de Nairobi;

*tenant compte*

des dispositions de l'Article 51 de la Convention de Nairobi;

*recommande au Conseil d'administration*

de présenter à la Conférence de plénipotentiaires (Nice, 1989), afin que cette dernière prenne les mesures qu'elle juge appropriées, les documents suivants:

- a) la présente Recommandation;
- b) le texte de l'Article 2 du Règlement des télécommunications internationales contenant les définitions qu'elle a adoptées; et
- c) la note du Secrétaire général mentionnée au paragraphe «*ayant pris note*» ci-dessus.

RECOMMANDATION N° 3

**Echange rapide des comptes et des décomptes**

La Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988),

*considérant*

- a) qu'il importe d'échanger en temps opportun les comptes et les décomptes, pour faire en sorte que le paiement des soldes de comptes entre administrations\* ne soit pas retardé;
- b) qu'il importe que l'administration\* destinataire connaisse la date d'envoi des comptes et des décomptes;

*reconnaissant*

que tous les comptes et les décomptes devraient être envoyés d'une manière rapide et fiable;

*recommande*

1. aux administrations\* intéressées de convenir entre elles de la méthode la plus appropriée pour envoyer les comptes et les décomptes, et d'utiliser pour cela, autant que possible, des moyens électroniques;
2. d'envoyer toujours les comptes et les décomptes par courrier recommandé par avion quand ils ne sont pas envoyés par des moyens électroniques;
3. quand les comptes et décomptes ne sont pas envoyés par des moyens électroniques, d'envoyer si possible immédiatement par télécopie des renseignements détaillés sur l'envoi afin de confirmer cet envoi.

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

VOEU N° 1

**Arrangements particuliers concernant les télécommunications**

La Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Melbourne, 1988),

*vu*

l'Article 31 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982);

*tenant compte*

de la Résolution N° 10 de la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982);

*considérant*

- a) que l'ensemble du secteur des télécommunications évolue actuellement vers des services plus efficaces nécessitant de nouveaux moyens techniques;
- b) que le développement des communications d'entreprise et des autres communications, y compris les communications entre organisations ayant des bureaux dans différents pays et les communications internes à ces organisations se poursuivra à un rythme de plus en plus rapide et que ce développement est nécessaire au développement économique;
- c) que tous les pays Membres peuvent ne pas être en mesure de répondre de façon satisfaisante à toutes les exigences en la matière;
- d) que chaque Membre peut exercer un contrôle souverain absolu par sa législation nationale, sur toute décision concernant des arrangements particuliers élaborés conformément à l'Article 31 de la Convention de Nairobi;

*considérant en outre*

- a) que pour de nombreux Membres, les recettes provenant des télécommunications internationales sont indispensables pour leurs administrations\*;

---

\* ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

b) que la majorité de ces recettes proviennent de la fourniture de services de télécommunications internationales aux entreprises et à d'autres organisations;

*notant*

que les dispositions de l'Article 9 du Règlement des télécommunications internationales (Melbourne, 1988) s'appliquent aux arrangements particuliers de télécommunication, et notamment que ces arrangements devraient éviter de causer un préjudice technique à l'exploitation des moyens de télécommunication de pays tiers;

*émet le vœu*

1. que des arrangements particuliers concernant les télécommunications, conformément à l'Article 31 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ne devraient être conclus que dans le cas où les arrangements existants ne peuvent répondre de façon satisfaisante aux besoins de télécommunication correspondants;

2. qu'en autorisant à conclure de tels arrangements particuliers, les Membres devraient examiner leurs effets sur les pays tiers et s'efforcer en particulier, dans toute la mesure compatible avec la législation nationale de faire en sorte que tout effet préjudiciable au développement, à l'exploitation ou à l'utilisation harmonieux du réseau international de télécommunication par d'autres Membres, soit aussi réduit que possible;

3. que tout arrangement particulier de ce type devrait être compatible avec le maintien et le développement de la coopération internationale pour l'amélioration et l'utilisation rationnelle des télécommunications ainsi qu'avec le développement des moyens techniques et de leur exploitation rationnelle en vue d'améliorer l'efficacité des services de télécommunication en particulier ceux offerts au public.

---





Imprimé en Suisse  
ISBN 92-61-03922-7



\* 1 5 6 2 \*